



LES OUVRIERS DE CITROËN MONTRENT L'EXEMPLE :

RÉSISTANCE ET ORGANISATION

ÉLECTIONS | PAGE 2

COMMUNE DE PARIS | PAGE 5

MENACE | PAGE 6

ET AUSSI...

**ROYAL : UNE
BOURGEOISE**

**QUELLE
DÉMOCRATIE ?**

**DROIT DE
GRÈVE**

**AIRBUS:
DÉCLARATION
COMMUNE**

IMMIGRATION

NÉPAL



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2^e trimestre 2007. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHEQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 6 PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

LA CLASSE OUVRIÈRE EST AU CENTRE DE LA VIE POLITIQUE

La classe ouvrière, qu'on prétend depuis des années en voie de disparition, n'a jamais été autant au centre de la vie politique.

LA PÊCHE AUX VOIX. Nicolas Sarkozy marche sur les plates-bandes populaires de la Gauche, visitant les usines, serrant la main des ouvriers, vantant la «valeur travail», installant son QG de campagne dans le quartier populaire du Sentier, et préparant minutieusement son retour sur la dalle d'Argenteuil face à la «racaille». «Vous n'avez pas le monopole de la classe ouvrière», semble-t-il dire à la Gauche. On a vu aussi Bayrou à Mantes-la-Jolie. On voit même Le Pen élargissant sa cible aux immigrés «intégrés» en les opposant aux illégaux.

Ceux qui n'ont pas le droit de vote – c'est une fraction importante de la classe ouvrière – ne les intéressent pas, direz-vous. C'est faux. C'est du «potentiel» et de l'indirect. Pour flatter les «intégrés», le PS propose le droit de vote aux élections locales – il l'avait déjà promis... en 1981. Et il faut tenir compte de la vague de nouveaux inscrits.

C'est, bien sûr, la pêche aux voix tous azimuts, mais surtout là où se trouve la seule grande réserve, du côté des millions d'abstentionnistes, travailleurs déçus par la Gauche. Il y a plus, il y a le mécanisme fondamental des élections qui consiste à demander aux travailleurs de faire confiance à des bourgeois pour mener la politique du pays. Et de faire comme si c'était les hommes politiques qui mènent le pays, et non les grands groupes capitalistes.

LES RABATTEURS. La manœuvre n'est évidemment pas très facile. Comment croire à la «rupture» promise par un ministre en exercice depuis des années ? Comment croire au changement avec un PS qu'on a connu au pouvoir pendant près de quinze ans, entre 1981 et 2002 ?

C'est là qu'apparaît tout-à-fait indispensable l'aide des réformistes. Leur base, ce ne sont pas les ouvriers, mais les travailleurs en général, c'est-à-dire en réalité ceux des couches intermédiaires. Ils jouent le rôle d'intermédiaires. Ils luttent avec nous pour mieux jouer le rôle de rabatteurs. Le slogan d'une «nouvelle Gauche» au premier tour devient «faire barrage à la droite» au deuxième.

On a vue de curieuses contradictions au sein du PS au sujet de la candidature de José Bové. Regrettable, disent la plupart, car c'est une dispersion des voix. Positif, disent les autres, car il est le seul à pouvoir mobiliser certains secteurs, c'est-à-dire à convaincre de voter PS au deuxième tour.

Le rôle des réformistes, c'est de maintenir et de ramener en permanence les luttes et les révoltes de la classe ouvrière dans le cadre du système capitaliste, en particulier de cantonner sa politique aux élections bourgeoises.

NOTRE PROGRAMME. La classe ouvrière n'a jamais été autant au centre de la vie politique. Mais comme client, comme cible publicitaire ! La seule manière d'échapper à cette tentative

permanente de manipulation, c'est d'y opposer clairement une politique propre, indépendante. C'est d'avoir notre programme, notre parti, et d'entraîner sur nos positions l'ensemble des travailleurs.

Quelles sont nos revendications ?

Quel est notre programme ?

- La fin du chômage, des licenciements et de la précarité,
- Un salaire, des allocations, une retraite qui permettent de vivre,
- Un logement bon marché, une santé gratuite, une école pour tous,
- Des papiers pour tous, les mêmes droits, la libre circulation pour les travailleurs,
- Pas de guerres, ni d'interventions impérialistes.

La fin du chômage des licenciements et de la précarité ?! Vous rêvez ! Aucun «grand» candidat ne se hasarde à faire de telles promesses «irréalistes». Il faut tenir compte de la concurrence, du marché mondial, des grands équilibres économiques ! Des petites améliorations qui vont dans ce sens, peut-être, mais ne demandez pas l'impossible tout de suite ! Nous devons voir cette vérité en face : nos revendications les plus simples, notre volonté de vivre décemment, remettent en cause tout un système économique. «L'équilibre», c'est que la balance doit continuer à pencher du côté des capitalistes, de ceux qui touchent des fortunes sans rien produire et qui exigent un minimum de 10% d'augmentation par an. Voilà la vérité : dès qu'elle veut vivre, la classe ouvrière est révolutionnaire, elle remet en cause le mode de production.

NOUS VOULONS DIRIGER ! Les «petits» candidats, Buffet, Bové, Besancenot..., dont le programme rejoint souvent le nôtre, parlent de le réaliser sans révolution, sans changer le mode de production. Par les élections ou par un mélange d'élections et de luttes, en prenant une partie seulement des profits, etc. Ce ne sont pas des revendications révolutionnaires, répète Arlette Laguiller, mais des mesures d'urgence, qui ne suppriment pas le capitalisme.

Non, les travailleurs ne peuvent pas vivre correctement sous le capitalisme. La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est pas ! Son programme est révolutionnaire, ou elle n'en a pas.

La moindre de nos luttes (comme à Sanofi-Aventis le mois dernier, Citroën Aulnay et le port de Marseille ce mois-ci) est déjà une tentative de changer les règles du jeu. C'est déjà la promesse qu'un jour nous prendrons le pouvoir économique et politique.

VOUS VOULEZ NOS VOIX ? VOILÀ NOTRE PROGRAMME : IL EST RÉVOLUTIONNAIRE ! NOUS VOULONS TOUT ! NOUS VOULONS DIRIGER PARTOUT !

VW LICENCIÉ À NOUVEAU AU BRÉSIL APPEL DE MÉTALLOS BRÉSILIENS

En 2006, Volkswagen a fait 2 720 millions d'euros de bénéfices, soit 145% de plus qu'en 2005 ! Et l'État lui a accordé des prêts d'environ 1 500 millions d'euros de dollars lors des six dernières années... Dans le même temps, VW a supprimé 7 000 emplois et prétend aujourd'hui licencier, en 2007, 5 600 travailleurs. De 40 000 travailleurs dans les

années 80, VW envisage de passer à 6 à 7 000 en 2010 !

Pour y parvenir, les patrons de VW utilisent tous les moyens : mensonges, chantages, menaces de fermeture de site. Ils n'hésitent pas à licencier les travailleurs atteints de maladies professionnelles. Et ils s'attaquent aujourd'hui à l'organisation syndicale des travailleurs et à ses diri-

geants. C'est ainsi que VW, se moquant des droits du travail, vient de licencier le dirigeant du syndicat Rogerio de Cerqueira Romancini, après avoir licencié l'année dernière un autre dirigeant syndical. Si cette attaque de VW parvient à ses fins, cela veut dire qu'elle ne respectera rien. Cette attaque doit être arrêtée ! L'opposition syndicale de la métallurgie

appelle le monde syndical et populaire du monde entier à rejeter massivement l'attaque de VW contre la classe ouvrière du Brésil.

Envoyez les motions et les pétitions de protestation à : Nilton Júnior, directeur de relacoes Trabalhistas da Volkswagen do Brasil nilton.junior@volkswagen.com.br

Ségolène Royal

Une femme, oui... mais une bourgeoise

Est-ce que la cause des femmes fera un pas en avant si Ségolène Royale est présidente ? Pas sûr ! Le remplacement, à la tête du Medef, d'un homme par une femme a-t-il changé quelque chose pour les femmes travailleuses ?

DES PROMESSES, DES PROMESSES...

Ségolène Royal promet au moins trois mesures directement en faveur des femmes : 1) une loi-cadre sur les violences faites aux femmes – loi rédigée par le Collectif National pour les droits des femmes et proposée au PS ; 2) Un service public de la petite enfance ; 3) Un «revenu de solidarité active», c'est-à-dire une allocation supplémentaire pour que ceux, et le plus souvent celles, qui retrouveront un travail mal payé ou à temps partiel, gagnent plus en travaillant qu'en restant au chômage. Plus d'un million de femmes travaillent en «temps partiel subi» avec des horaires de travail émiettés, des salaires au rabais, ce qui rend «la vie impossible en dehors du travail» comme le disent les salariées de certains magasins de l'enseigne Monoprix qui luttent en ce moment (voir encart).

François Mitterrand avait présenté 110 propositions avant d'être élu en 1981. Soit ces mesures ne coûtaient rien (comme abolir la peine de mort). Soit elles coûtent et les patrons récupèrent (par exemple, en gelant les salaires et en flexibilisant pour payer les 55 heures). Soit elles gêneraient vraiment le système capitaliste, en améliorant le sort des travailleurs, et elles ne sont même pas promises.

INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE ?

Ségolène Royal n'hésite pas à se référer à Louise Michel, qui fit partie de la Commune de Paris, à Rosa Luxembourg, qui participa à l'insurrection spartakiste en Allemagne en 1919 et aux 545 «salopes» du Manifeste pour l'avortement de 1975. Elle se revendique féministe et rattache son parcours aux combats pour l'émancipation des femmes. Mais pour les militantes féministes, elle ne représente pas une référence, même si elles lui reconnaissent des actions en faveur de la pilule et contre les violences sexuelles (1). «Comme elle, beaucoup d'entre nous se sont construites contre l'autorité du père, grâce à l'école... et elle s'est imposée dans un monde politique encore très machiste» dira Fabela Amara, présidente de Ni putes ni soumises, ce qui relève de la lutte individuelle, chacune dans son coin. Or «le féminisme c'est d'abord un combat collectif» affirme Suzy Rojzman, présidente du Collectif national pour les droits des femmes : «J'ai le même âge que Ségolène, et je ne l'ai jamais vue dans une manifestation sur l'avortement ou les violences. Si à l'époque, on s'était battues chacune de notre côté, dans notre travail ou notre cou-



Sarkozy s'accapare Léon Blum et Jean Jaurès
Royal se réfère à Louise Michel et Rosa Luxembourg
Le ridicule ne tue pas

ple, on ne serait pas allées bien loin.» A l'époque des grands combats, Ségolène Royale préparait l'ENA (2) !

LES INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES S'AGGRAVENT

Par leurs luttes collectives, en mettant sur le devant de la scène des sujets délaissés volontairement par les hommes, les femmes ont démontré que le privé était aussi politique. Elles ont acquis une indépendance mais qui reste bien relative. Certes huit femmes sur dix ont aujourd'hui un travail alors qu'en 1962 elles étaient 42%. Mais elles représentent 80 % des travailleurs pauvres, elles sont plus victimes du chômage et de la précarité. Elles connaissent plus que les hommes les bas salaires, les emplois non ou peu qualifiés. Elles sont victimes de harcèlement au travail, etc. Or une réelle indépendance ne peut être acquise qu'en ayant des contrats stables, des salaires corrects, l'accès à de bonnes qualifications, assez de places en crèche, une «socialisation» des tâches parentales...

Aborder pleinement la question des contradictions entre femmes et hommes consiste en premier lieu à reconnaître qu'il ne s'agit pas d'une question «féminine» ni d'une question secondaire (3) : «Le féminisme trop longtemps considéré à tort

comme essentiellement bourgeois est la volonté collective de lutter contre l'oppression spécifique subie par les femmes. Il s'agit de développer un féminisme de classe.» (4)

Dans ce combat, comme dans le combat syndical, il y a deux voies : une voie qui prône la lutte de classe, et une voie réformiste qui prône le changement par la loi, mais compatible avec la bonne marche du système capitaliste. La loi pour l'égalité salariale de 2006 qui s'applique à partir du 24 mars 2007 en est un bon exemple : elle oblige les patrons à négocier sur les inégalités hommes-femmes, si des syndicats le demandent. La loi oblige à négocier, elle n'oblige pas à changer la réalité ! La voie «Royal» du féminisme, c'est l'utilisation d'une vraie injustice... pour mieux se faire élire.

Alexandra

(1) Alors qu'elle était ministre déléguée à l'enseignement scolaire (1997-2000), elle a autorisé la distribution de la pilule du lendemain dans les infirmeries scolaires. En 2000-2002, alors qu'elle était ministre de la famille, elle a créé le congé paternité et la loi pour la résidence alternée. (2) Ecole Nationale d'Administration. Elle forme les «hauts fonctionnaires». (3) Comme cela a été trop souvent le cas dans le mouvement communiste ! (4) Extrait de notre brochure «La lutte pour la transformation des rapports hommes-femmes fait partie de la lutte pour la révolution», avril 2004. En vente 1,50 €.

PRÉSIDENTIELLES 12 CANDIDATS, MAIS LEQUEL CHOISIR ?

Du point de vue ouvrier, peut-il encore sortir quelque chose de positif du cirque électoral sinon la prise de conscience des intérêts que défendent les uns et les autres à travers une avalanche de promesses ?

On voit déjà que les partis de gouvernement, du PCF à l'UMP, sont les maîtres du jeu à travers la course aux 500 signatures.

Forcément c'est le conservatisme, la volonté de bloquer toute évolution de la représentation politique qui ont déjà gagné. Le pouvoir présidentiel restera entre les mains des partis des monopoles : UMP (Sarkozy), UDF (Bayrou), PS (Royal) et FN (Le Pen).

Une réunion nationale de Voie Proletarienne a permis de rassembler des éléments sur le vote des classes sociales exploitées ; il apparaît plus que jamais éclaté. Beaucoup de travailleurs sont adeptes ou tentés par l'abstention ou le vote nul. Leurs suffrages dits «exprimés» vont se répartir ensuite carrément de «l'extrême gauche» aux partis des monopoles y compris l'extrême droite.

Comment est-on arrivé à ce point de confusion où les travailleurs sont amenés majoritairement à choisir entre les partis responsables de leur misère quotidienne ?

QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉPONSE. Il y a d'abord l'idée que l'opposition droite/gauche représente encore une démarcation politique significative dans le rapport actuel entre la bourgeoisie et le prolétariat : si l'UMP et l'UDF sont des partis de la grande bourgeoisie, de la finance et des grands groupes industriels – ce qui est tout à fait exact – le PS lui ne serait pas complètement rallié au camp de la grande bourgeoisie.

Dans la période récente, chaque travailleur conscient sait comment ce ralliement s'est traduit : aucune abrogation de lois passées par la droite (Loi Balladur sur la retraite dans le secteur privé), privatisations accélérées, vote en 2002 au deuxième tour en faveur de Chirac qui n'en avait pas besoin contre Le Pen, etc...

Tout le monde admet aujourd'hui qu'il y a peu de différence entre droite et gauche PS ; c'est ce que dévoile la candidature Bayrou. Justement classé à «droite», il laisse entendre qu'il pourrait gouverner aussi bien avec le PS qu'avec l'UMP. Se trompe-t-il ? Envisagerait-il cette alliance avec le PS si ça impliquait la prise en compte des intérêts populaires ? C'est bien la preuve qu'ils représentent les mêmes intérêts, ceux de l'ennemi de classe.

MONOPRIX SALARIÉES EN GREVE

A la demande des salariées de Monoprix, la CGT Commerce de Paris a lancé un appel à la grève le 12 mars, la veille des négociations annuelles sur les salaires. Entre autres nombreuses revendications, les grévistes demandent un salaire à temps plein d'au moins 1500 euros, une augmentation de 240 euros pour tous, des tickets restaurant pour tous de 8 euros. L'étalement du travail sur cinq jours et non six, la fermeture des magasins à 20 heures et deux jours de repos consécutifs dont le dimanche. Sur 57 magasins à Paris, 25 sont touchés par la grève. La direction pratique le harcèlement moral et le chantage en répondant aux salariées que si elles ne sont pas contentes, elles n'ont qu'à quitter Monoprix !

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50

Une brochure

Partisan

1.50 euro

N'oublions pas le quatrième parti des monopoles, celui de Le Pen, qui offre ses services comme briseur de grève et qui prétend servir les intérêts de l'ouvrier français en écrasant l'ouvrier immigré !

Pour nous et beaucoup de progressistes, les organisations de la «gauche de la gauche» sont bien tièdes et ne nous enthousiasment pas : elles n'utilisent pas l'actualité électorale pour montrer la nécessité de rompre avec le système d'exploitation. Sauf Lutte Ouvrière, elles appellent à voter PS au deuxième tour, montrant ainsi qu'elles ne veulent ni ne peuvent construire une force indépendante de la «gauche gouvernementale». (Voir nos articles sur la charte anti-libérale).

«Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partis sans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieux régime aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes.»

Cette citation de Lénine est toujours d'actualité. Au risque d'être traités de dogmatiques, donnons-lui encore la parole : «Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent – et doivent – de par leur situation sociale – devenir la force capable de balayer le vieux et créer le nouveau.»

Militants VP

Les élections ne nous changeront pas la vie... mais qu'est-ce qu'on fait ?

Autrefois, la politique était claire. Il y avait la bourgeoisie au pouvoir, représentée par la Droite, la Gauche dans l'opposition, et le PCF représentant la classe ouvrière. Depuis vingt-cinq ans, la situation s'est compliquée. Le réformisme de la Gauche s'est révélé être une alternative bourgeoise. Mais la politique communiste révolutionnaire est en plein travaux ! Les élections le montrent : du côté des travailleurs, ça part un peu dans tous les sens.

1 ON S'ABSTIENT

ARGUMENT POUR : Les élections ne changeront jamais rien pour les travailleurs, et la meilleure manière de l'exprimer, c'est de ne pas voter.

COMMENTAIRE : L'abstention, la non-inscription sur les listes électorales, et la privation du droit de vote constituent, et de loin, le premier «parti» des travailleurs. Les sondages oublient systématiquement cette réalité. Tout au plus évoquent-ils parfois la frange importante des «indécis». Si Ségolène Royal est créditée de 26% des intentions de vote, on ne nous rappelle pas que c'est 26% de ceux qui s'expriment, en réalité 17% de l'ensemble des «citoyens» (ce terme mélange toutes les classes sociales, mais nous incluons ici les travailleurs immigrés et les travailleurs sans-papiers). Le problème de l'abstention, c'est que ça consiste à ne rien faire. Et que ne rien faire n'est pas la solution. Trop souvent l'abstention correspond à un découragement et à une passivité.

Et si on fait de la politique autrement, une politique ouvrière, on fera comme ont fait historiquement les vrais communistes : participer aux élections bourgeoises, car aucune occasion de propager les idées communistes et d'organiser les travailleurs ne doit être négligée.

2 ON VOTE

ARGUMENT POUR : On vit tout de même dans une démocratie, où les élections ne sont pas truquées. Il faut en profiter pour s'exprimer.

COMMENTAIRE : Erreur, les élections sont truquées. Ce n'est pas un hasard si tous les «grands» candidats, ceux qui ont une chance d'être élus, sont tous bourgeois, et si les contestataires sont «petits». Une campagne électorale, c'est une énorme campagne de publicité, et c'est beaucoup d'argent !

On demande aux travailleurs de faire confiance à des spécialistes pour s'occuper de des affaires collectives. Mettre un bulletin dans l'urne et retourner aussitôt à sa petite vie individualiste.

Le B-A-BA de la politique ouvrière, c'est d'abord de ne pas faire confiance à des bourgeois pour s'occuper de ce domaine extrêmement important. Du point de vue ouvrier, la situation est brouillée, car la Gauche elle-même, tout en continuant à se dire socialiste, communiste et du côté des travailleurs, s'est bien embourgeoisée. Elle a accepté le capitalisme.

Il faut s'organiser en tant que travailleurs. Faire de la politique autrement, c'est refuser d'être les petits soldats d'un grand élu.

Refuser de réduire la politique à un vote, c'est se former et s'organiser pour militer tous les jours et pas une fois tous les 5 ou tous les 2 ans. Même la démocratie la plus «participative» est consultative, elle ne nous demande pas d'agir.

3 ON FAIT BARRAGE

ARGUMENT POUR : Les élections ne nous changeront pas la vie, mais il faut voter pour limiter les dégâts. Faire barrage à Sarkozy, ou à Le Pen.

COMMENTAIRE : «Faire barrage à la droite et à l'extrême-droite» est un slogan partagé par le PS, le PCF, Olivier Besancenot, José Bové, etc. C'est un slogan pour le deuxième tour.

Pour le deuxième tour de 2002, le mot-d'ordre était de faire barrage à Le Pen, en votant Chirac, et indirectement pour Sarkozy. Depuis 20 ans, tous les votes sont comme ça, majoritairement protestataires. Les sortants sont sortis. On vote contre. Et ça n'empêche pas la situation de continuer à s'aggraver pour les travailleurs.

Le problème pour nous, travailleurs, c'est de faire barrage à toutes les attaques de la bourgeoisie : les licenciements, la précarité, la baisse du pouvoir d'achat, les expulsions de travailleurs sans-papiers, la crise du logement, l'âge de la retraite, etc. De ce point de vue, du point de vue d'une politique communiste et ouvrière, non seulement Sarkozy ressemble à Le Pen, mais la Gauche ne fait pas mieux que la Droite. Pour «faire barrage» vraiment, il faut s'y prendre autrement. Construire en même temps l'organisation à la base, parmi les travailleurs, et un parti communiste révolutionnaire, un parti d'avant-garde.

lutionnaire, un parti d'avant-garde.

4 ON S'AFFIRME AU PREMIER TOUR

ARGUMENT POUR : On peut s'exprimer au premier tour. C'est ce que vous faites, à VP-Partisan. Ça peut être pour Arlette Laguiller, ou José Bové, ou Olivier Besancenot ou Marie-George Buffet. On ne va pas se fâcher là-dessus.

Commentaire : Ce vote «gauche de la gauche» au premier tour, c'est le refus du vote «utile» (le vote utile consiste à ne pas disperser les voix au premier tour pour que Ségolène Royal soit présente au deuxième tour). Le refus du vote utile, c'est donc le refus de voter PS, qui a largement eu le temps de faire ses preuves (de respect du capitalisme) depuis 1981. La vérité se situe donc à l'extrême-gauche !

Mais il y a toute une «extrême-gauche» qui ne sert qu'à ramener à gauche les déçus de la gauche ! Même José Bové oscille entre ne pas parler du deuxième tour ou nous inviter à «faire barrage à la droite». C'est le rôle historique du PCF : mettre la classe ouvrière à la remorque de la bourgeoisie, représentée par de Gaulle en 1945, par Mitterrand en 1981.

Seule Lutte Ouvrière s'en tient à peu près fermement à un «camp des travailleurs». A peu près seulement, puisqu'il ne s'agit pas de supprimer le capitalisme, mais de le contrôler. Mais au moins, LO ne nous a pas appelé à voter Chirac en 2002 !

Encourager l'abstention n'est pas satisfaisant et favorise la passivité politique. Il faut au contraire prendre parti, s'engager et s'organiser dans la perspective de reconstruire un parti communiste révolutionnaire.

Mars Crépin



Mars 2007, manifestation des PSA à Paris soutenue par d'autres délégations d'entreprises

La presse a donné un écho important à trois suicides survenus en peu de mois dans le centre technique de Renault situé à Guyancourt. Ce centre technique, qui concentre les fonctions d'étude et de développement des véhicules Renault, est le plus gros site de l'entreprise en terme d'em-

ploi : 10 000 travailleurs. Ceux-ci sont en très grande majorité des ingénieurs et des techniciens, avec une petite minorité d'employés et d'ouvriers très qualifiés qui assurent le montage des prototypes. Les victimes, jeunes, sont deux ingénieurs et un technicien qui devait passer cadre.

DES SUICIDES ET LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Renault

Si un suicide ne saurait s'expliquer en peu de temps est, elle, révélatrice de l'évolution des conditions de travail sous la pression de la concurrence acharnée qui existe dans le marché automobile.

RÉDUIRE LES COÛTS ! Pour gagner des marchés, ou ne pas en perdre, les groupes impérialistes du secteur doivent sortir de plus en plus de véhicules et les renouveler de plus en plus rapidement. Les coûts d'étude et des investissements doivent donc être amortis sur les séries de véhicules de plus en plus faibles, ce qui pénalise leur rentabilité et le taux de profit. Pour limiter cela, il faut réduire au maximum les coûts d'étude et d'investissement, et développer plus rapidement une voiture, sans pénaliser la qualité.

Le PDG de Renault, mais ce sont aussi les objectifs des autres groupes, veut dé-

velopper une gamme deux fois plus riche en terme de véhicules offerts aux clients, sans dépenser plus en coûts de développement. En gros diviser par deux les coûts de développement d'une voiture par rapport à ce qui se fait aujourd'hui.

«GAGNANTS ET PERDANTS». Il s'ensuit que les techniciens et les ingénieurs qui sont chargés de ces développements sont soumis non seulement à une charge de travail accrue, à des journées de travail plus longues, mais encore à une pression incessante sur les délais, la qualité. Bref à un stress de plus en plus fort. Cela dans une ambiance d'individualisation de la mesure des résultats et des rémunérations.

La guerre économique entre groupes se reporte sur les individus. Dans un milieu de travail où l'individualisme est très accentué, il y a des vainqueurs – ceux qui supportent l'effort, en acceptant s'il le faut de tout sacrifier aux objectifs qui leur sont fixés (vie familiale, loisirs, indépendance), et des perdants, ceux qui craquent ne pouvant surmonter leurs contradictions.

INDIVIDUALISME ! Ces cadres sont doublement victimes du capitalisme. Ils le sont parce qu'ils en subissent les contraintes. Ils le sont aussi parce qu'ils adhèrent à la loi d'airain à laquelle ils sont soumis. Ils font leurs objectifs de l'entreprise dans la guerre économique, et arborent sur leur veste le logo de Renault que la direction les a «invité à porter». Leur idéologie de la réussite individuelle et de la compétition, qui est celle de leur classe, les détourne de tout esprit de solidarité et de résistance collective.

Un tiers des cadres environ sont, de par leur place dans l'organisation du travail, ceux qui organisent le processus même de l'exploitation des ouvriers. Ils sont le «capital en action». Mais par la mise en place de groupes de travail pour l'amélioration des performances, la direction élargit le cercle de ceux qui sont associés à la mise en œuvre des plans de productivité dans les fonctions de développement et dans l'ensemble de la production. Les «améliorations» qu'ils dégagent s'imposent aux autres : ouvriers, techniciens, et pour partie à eux-mêmes. Ceux qui se distinguent

dans ces groupes peuvent toutefois espérer s'intégrer, passé la quarantaine, au cercle des dirigeants qui maîtrisent les forces du capital et les mettent effectivement en œuvre.

Les techniciens ont eux, encore, bien que rarement, des réflexes collectifs de luttés. Ils peuvent convertir la pression qu'ils subissent, en défiance vis à vis de l'idéologie d'entreprise, ou mouvements de grève comme cela fut le cas en 1995 (pendant un mois). Mais la plupart des cadres vivent leur stress, et leur échec, dans le cadre de leur idéologie individualiste. Des objectifs imposés et non atteints sont un désaveu et une dévalorisation personnelle qui peuvent alors, cas extrêmes, les conduire au suicide.

Face à la pression du capital, la lutte collective est non seulement une nécessité économique, mais un besoin vital. C'est la seule façon de conserver son intégrité morale et physique, parce que c'est la seule voie pour reconquérir la véritable liberté qui ne peut être que collective et solidaire.

Correspondant TCR

EN JUILLET 1870...

... L'empereur Napoléon III déclare la guerre aux Prussiens et se rend à eux le 2 septembre. L'Empire est remplacé par une république bourgeoise qui promet de libérer la France de l'occupation prussienne. Confiant, les travailleurs entrent en masse dans la Garde nationale pour défendre Paris. Mais le gouvernement a d'autres intérêts. Résultats : capitulation en janvier et siège terrible de Paris par les Prussiens, négociations secrètes avec eux pendant que les ouvriers parisiens, réduits à l'inaction, se soulèvent trois fois. À cause de l'exploitation, du chômage et de la famine, de la guerre et de cette trahison du gouvernement, à cause de l'agitation révolutionnaire grandissante, on veut «la Commune». Pour battre le Prussien mais aussi pour la «Sociale», le «gouvernement du peuple par lui-même». Comme le drapeau rouge fait plus peur aux bourgeois que le casque à pointe, Adolphe Thiers, à la tête du gouvernement, fait la paix avec Bismarck pour déclarer la guerre aux ouvriers de Paris, le 18 mars 1871. Le peuple saisit l'occasion. Gardes nationaux et ouvriers investissent l'Hôtel de Ville : c'est la Commune ! Le gouvernement s'enfuit à Versailles ? Place au Peuple ! Pendant les 72 jours que tiendra la Commune, bien des choses seront expérimentées ou envisagées par les communistes : démocratie directe et liberté d'expression pour le peuple, contrôle des élus, peuple en armes, liberté politique, gestion ouvrière de la production, égalité des sexes, éducation laïque et gratuite, protection de l'enfance, destruction de l'état, solidarités sociale et internationale, etc... Mais les faiblesses de la Commune sont exploitées par l'ennemi. Après un mois de combats et avec la collaboration prussienne, armée versaillaise, police et mouchards entrent dans Paris, exterminent 30 000 femmes, hommes, enfants et vieillards, arrêtent 40 000 personnes et en déportent plus de 4 000...

DES ÉTRANGERS ELUS ?

«Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent. Que cet usage existe depuis longtemps chez les nations voisines ; considérant que le titre de membre de la Commune étant une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen, comporte implicitement cette dernière qualité. La commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis. La commission propose l'admission du citoyen Léo Frankel.»

Le Conseil de la Commune
Paris le 30 mars 1871

Les élus doivent être responsables et révocables

Dans son sens originel, la démocratie c'est le «gouvernement du peuple par lui-même». C'est ce que les communistes expérimentent il y a près de 140 ans. Alors quelle différence avec la «démocratie» dans laquelle nous vivons aujourd'hui et dont se réclament Sarko, Ségo et Bayrou ?

La Commune a été écrasée dans le sang au 72e jour de son existence. Cependant, cette courte période est une source fondamentale pour Marx et le mouvement ouvrier. Ainsi, les communistes qui ne s'étaient pas non plus préparés à exercer le pouvoir, ont à peine eu le temps de mettre en place quelques unes des idées revendiquées par les travailleurs depuis les années 1860.

NI PRÉSIDENT, NI MINISTRES, NI POLITICIENS, NI PRIVILÉGES. L'insurrection a lieu le 18 mars 1871. Le Comité central de la Garde nationale (le peuple parisien en armes) décide d'organiser, pour le 26, des élections au Conseil communal de Paris, appelé bientôt «Conseil de la Commune» et enfin «Commune». La Garde nationale proclame : «Quand nous pourrions avoir les yeux partout où se traitent nos affaires, partout

où se préparent nos destinées, alors, mais alors seulement, on ne pourra plus étrangler la liberté (...) Les membres de l'Assemblée municipale, sans cesse surveillés, contrôlés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables.»

Qui sont les élus de la Commune ? Des ouvriers, des artisans, des employés, quelques journalistes. Ainsi, Leo Fränkel, délégué au travail, est un ouvrier - hongrois (lire «Des étrangers élus ?»).

Scandalisés, bourgeois et aristos s'aperçoivent en outre que ces «racailles» ne sont même pas ministres mais seulement des «délégués de commissions» ! Ces «élus», comme on dit aujourd'hui, sont responsables et révocables. Leurs salaires ne doivent pas dépasser les salaires ouvriers. Ils ne peuvent pratiquer le cumul de fonction. Les haut fonctionnaires et les juges sont également élus et leurs salaires alignés sur ceux des ouvriers).

MANDAT IMPÉRATIF. Le conseil de la Commune, élu, cumule pouvoir législatif et exécutif. Les commissions préparent les décisions, les proposent, puis impulsent et contrôlent leur mise en application, et on exige la «responsabilité des mandataires (des délégués) et, par conséquent, leur révocabilité permanente». Leur mandat doit être «impératif, c'est-à-dire précisant et limitant le pouvoir et la mission du mandataire»

DÉMANTÈLEMENT DE L'APPAREIL RÉPRESSIF DE L'ÉTAT. La Garde nationale - le peuple en armes - remplace l'armée. Officiers et sous-officiers y sont élus par les gardes et révocables par ceux-ci. La Garde nationale est dirigée par un comité central composé de délégués élus sans distinction de grades. La police de l'Empire est supprimée. Chaque quartier de Paris s'administre directement sous le contrôle de la Commune. Jamais la sécurité n'a été mieux assurée et les observateurs s'accor-

« Nous ne devons pas oublier que la révolution du 18 mars a été faite par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour la classe ouvrière, je ne vois pas la raison d'être de la Commune. »

Leo Fränkel, ouvrier hongrois, délégué au Travail, élu de la Commune

La Commune est dans son existence même un pouvoir qui implique sa propre remise en cause. Une réalité qui inspirera Marx dans sa conception de l'Etat vers une société sans classe.

LES CLUBS. L'exercice de cette démocratie pour le peuple et par le peuple se traduit notamment dans le club communal qui «a pour but de défendre les droits du peuple, de lui faire son éducation politique, afin qu'il puisse se gouverner lui-même, de rappeler aux principes nos mandataires s'ils s'en écartaient, de les appuyer dans tout ce qu'ils feront pour le salut de la République. Mais surtout d'affirmer la souveraineté du peuple qui ne doit jamais abandonner son droit de surveillance sur les actes de ses mandataires. Peuple, gouverne-toi toi-même par tes réunions publiques, par la presse ; pèse sur ceux qui te représentent ; ils n'iront jamais trop loin dans la voie révolutionnaire.»

dent sur la tranquillité - civile - qui règne dans la capitale.

LE «MINISTÈRE DES MASSES». C'est une démocratie de «proximité» qui permet un contrôle quotidien des missions des mandataires par le peuple. Les quartiers de Paris ont une vie autonome et critique. Les délégués du 11e arrondissement réclament «l'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales, par la libre manifestation de leurs idées et la libre défense de leurs intérêts... Il faut moins que jamais vous désintéresser de la vie publique : il faut vous réunir, vous grouper...»

Très exigeants vis à vis des élus, le peuple des clubs considère qu'il est la Commune, et que les élus sont seulement ses «commis».

Tous les jours, aux quatre coins de Paris, des assemblées nombreuses et dans lesquelles les femmes occupent une grande place, exposent, débattent et décident.

Chaque jour, des délégations proposent, demandent, exigent et contrôlent les «élus» du Conseil communal.

Thierry DuPenne

Demandez notre brochure
AU NOM DU PEUPLE LA COMMUNE EST PROCLAMÉE !



1.5 euro

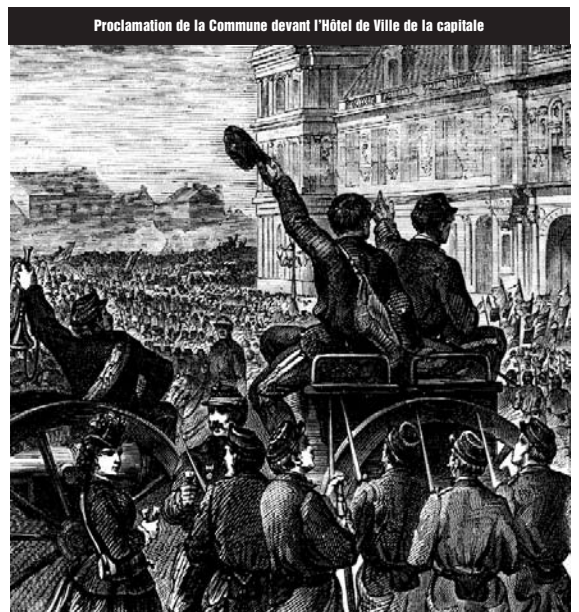
En écrivant à :
Voie Proletarienne, BP 48
93 802 Epinay/Seine cedex France

QU'ATTENDEZ-VOUS DONC ?

«L'organisation de la Commune ne consiste pas seulement dans la nomination des mandataires du peuple, parmi lesquels on compte quelques bons citoyens, mais dont le plus grand nombre a de graves reproches à s'adresser. La Commune, c'est le peuple même manifestant sa volonté par la délibération légale sur les actes de ses agents (...)

Ne vous contentez pas de promettre au peuple l'avènement du socialisme dans le même style que les prêtres promettent à leurs adeptes les joies du paradis, qu'ils ne manquent pas d'ajourner au delà du trépas. Certaines réformes réclament le concours du temps. D'autres, au contraire, peuvent s'exécuter pour ainsi dire instantanément... Qu'attendez-vous donc ?»

Le Proletaire, journal du club du XIe arrondissement



Droit de grève

Que deviendra le droit de grève dans les années à venir ? On peut en avoir une idée en voyant ce qu'en disent les candidats. Une cellule de notre organisation est intervenue sur le sujet à l'occasion de la grève à l'usine Sanofi-Aventis de Vitry-sur-Seine, en janvier-février. Ci-dessous des extraits du tract.

LA GRÈVE À PSA-CITROËN

Attaques en perspective

Cette attaque contre le droit de grève, sur le site de Vitry, n'est pas isolée. Les patrons du privé comme du public essaient de plus en plus dans la période actuelle d'imposer des restrictions au droit de grève. Dans le public, le prétexte n'est pas la sécurité comme à Sanofi, mais l'instauration d'un «service minimum». A la SNCF et à la RATP, un accord a été signé en 2004 pour tenter de le mettre en place. La résistance des travailleurs a empêché pour l'instant sa généralisation, mais certains secteurs y sont soumis. Dans le secteur hospitalier, les grévistes s'organisaient depuis longtemps pour ne pas mettre en danger les patients. Mais les directions en ont profité pour imposer, de par la loi, les ordres de réquisition. C'est leur réponse à la grande grève des infirmières en 1988.

UNE AFFAIRE TRÈS POLITIQUE.

Au gouvernement même, la remise en cause du droit de grève fait partie d'une stratégie à long terme. Ecoutez Sarkozy, dans son discours à l'université d'été du Medef, le 31 août 2006 : «Je souhaite que par la loi [...] lorsqu'il y a un conflit et une grève dans une entreprise, dans une uni-

versité ou dans une administration, [...] dans les huit jours soit organisé un vote à bulletins secrets pour en finir avec la dictature de certaines minorités». L'idée est donc de rendre la grève illégale si moins de 50% du personnel se prononce pour. Notre site est concerné, car les grèves, majoritaires dans les ateliers, n'ont jamais englobé la majorité des salariés.

En ce qui concerne Royal, notons qu'elle s'est battue comme les autres politiciens pour le Traité européen, qui prévoit l'unification des systèmes en Europe. Or le droit de grève est limité dans la plupart des autres pays (Allemagne, Royaume Uni,...), soumis à préavis et à un appel syndical central. On peut être certain que les interdits des autres pays auraient été introduits en France.

LA BOURGEOISIE SE PRÉPARE AUX COMBATS DE DEMAIN.

Tous ces patrons et politiciens ont comme principal souci de maintenir le taux de profit et la compétitivité dans la guerre économique mondiale qui fait de plus en plus rage dans la période actuelle. Alors la répression pendant les grèves se durcit, comme en 2005 lorsque l'Etat a envoyé le GIGN contre les marins en grève de la SNCM. Patrons et gouvernements savent qu'ils nous préparent un avenir de

plus en plus dur, de plus en plus précaire. Ils savent aussi que notre réaction de travailleurs peut enfler demain et mettre en danger leurs profits et leur pouvoir. Alors ils cherchent à nous rendre plus difficile nos luttes. Partout où elles ont lieu. (...)

RÉPONDONS À LEURS ATTAQUES !

Les réquisitions à Sanofi-Aventis s'inscrivent dans cette offensive d'ensemble. Si ce grignotage se généralise, alors les tribunaux pourront entériner le recul du droit de grève dans leur jurisprudence, ou les gouvernements dans les lois présentées au Parlement.

Mais ils ne pourront pas le faire si notre résistance est forte ! Arriver à faire respecter notre droit de grève sur ce site a donc un enjeu important. Bien au-delà du site. Si nous cédon, c'est d'autres sites de chimie qui risquent de voir les mêmes atteintes au droit de grève et plus largement encore.

Alors que faire ? Répondre devant la justice en profitant d'une jurisprudence favorable ? Il faut le faire, mais les jurisprudences évoluent en fonction des rapports de force et, en ce moment, ça évolue dans le mauvais sens.

L'attaque concerne tous les grévistes. Ici et maintenant. Eh bien répondons tous ensemble ! Ici et maintenant.

était bien visible, puis plus rien. J'ai du mal à l'expliquer.

L : Il n'y avait pas assez de colère au 10 pour arrêter les machines de force.

C : Cela a été aussi un choix de LO de ne plus en parler parce que ce n'était pas essentiel pour la grève.

JEFF : Et puis il y a eu une bonne intervention de l'Inspection du Travail par rapport au règlement intérieur. On s'est mis à en attendre quelque chose par rapport à ces réquisitions.

C : Il y a une jurisprudence Goodyear favorable. Les copains ont pensé s'appuyer dessus plutôt que de mener la bataille dans l'usine.

J : Dans les autres ateliers en feu continu, un gréviste restait sans lettre de réquisition. Seul le 10 était concerné et pas dans toutes les équipes.

C : L'attaque sur le droit de grève était circonscrite au petit encadrement en feu continu qui faisait grève. Ce qui concernait peu de monde.

L : Les grévistes venaient peu aux AG, donc on pouvait pas discuter de comment agir. Les ouvriers n'ont pas perçu que c'était une remise en cause du droit de grève. De toutes façons, comme on produisait du produit non conforme, on restait efficace.

C : Reste le principe et nous avons reculé sur le principe.

Et Bayrou ?

Bayrou, lui aussi, est partisan du service minimum. Voici ce qu'il en dit : «Le droit de grève est une liberté fondamentale, une grande conquête du mouvement ouvrier. Nul ne saurait remettre en cause ce droit démocratique qui, cependant, ne doit pas entrer en contradiction avec d'autres libertés fondamentales, non moins chèrement acquises. Ainsi de la liberté d'aller et venir, liberté essentielle qui permet à chacun de mener à sa guise sa vie privée, professionnelle, sa vie de famille, sa vie d'étudiant ou de retraité. (...)

Je défends l'instauration d'un service garanti pour les transports publics réguliers de voyageurs. Cette réforme sera menée en associant la loi et la négociation dans les entreprises. La loi

formera un cadre, se bornant à fixer les règles de la garantie de service public ; on donnera le temps nécessaire à la négociation, dans chaque entreprise, dans le cadre de cette loi. Il est essentiel de laisser aux partenaires sociaux la possibilité de définir les modalités pratiques d'application, par le dialogue social entre syndicats et directions.»

Ce monsieur, qui ne doit jamais prendre les transports en commun, ne trouve rien à redire à la dégradation continue des trains de banlieue. Le service minimum, les banlieusards l'ont déjà. Quant à la liberté d'aller et de venir, il faudra aussi demander ce qu'ils en pensent à tous les habitants qui ont vu chez eux la SNCF supprimer des gares et des lignes.



Les grévistes occupent la place de l'Etoile à Paris



Les ouvriers réinventent la carte de gréviste



En route vers la manif



Le comité de grève en assemblée

avant la grève, la direction de Sanofi-Aventis Vitry a voulu faire passer un nouveau règlement intérieur imposant un préavis. Sur ce point, elle a été désavouée par l'inspection du travail. Au cours de la grève (qui était en fait un mouvement de débrayage quotidien de 4 heures), elle a imposé la présence d'un gréviste pour surveiller certaines installations. Cela concernait les endroits en feu continu où la grève était totalement suivie. C'était nouveau dans l'histoire de l'usine. Les grévistes ont bien évidemment réagi mais la réaction n'a pas été jusqu'à imposer le droit de grève pour tous. Ci-dessous un extrait de l'interview de trois grévistes qui n'ont pas pu paraître le mois dernier, faute de place. (Claude est militant VP).

PARTISAN : COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU, DANS LES BÂTIMENTS EN FEU CONTINU LA MISE EN CAUSE DU DROIT DE GRÈVE ?

LUCIEN : La direction a laissé tourné des machines dangereuses et a réquisitionné des chefs d'équipe pour les surveiller. Les machines tournaient à l'eau pendant les débrayages et l'extraction, du coup, pouvait se faire pendant nos 4 heures de travail. Les grévistes ont essayé de résister mais les cadres ont débarqué pour expliquer qu'ils étaient en droit de faire tourner les machines.

CLAUDE : Après 8 jours de grève, on a été en manifestation le dénoncer à la direction. L'énervement des grévistes du bâtiment 10

Près de 5 semaines de grève, en ce début avril. Plus de cinq cents grévistes actifs, une production désorganisée. Le déclencheur immédiat c'est la victoire des Magnetto, un sous-traitant sur le site même de l'usine d'Aulnay après quatre jours de grève. Pour les ouvriers de PSA, il était donc possible d'obtenir autre chose que le 1,6 % (soit 20 euros) prévu par la direction ! Dès le premier jour, l'assemblée des grévistes fixe ses revendications et se donne un comité de grève. Ce n'est pas seulement un ras-le-bol contre les bas salaires et la charge de travail, mais un malaise profond. C'est une grève qui vient de loin, qui porte une forte charge politique. Aujourd'hui la direction commence à reculer et se met à table, la solidarité est plus nécessaire que jamais.



Les grévistes d'Aulnay défilent dans l'usine de Saint-Ouen
Photo Daniel Maunoury

Cette grève offensive annonce le printemps !

GRÈVE EXEMPLAIRE : 500 euros pour tous, 1525 euros net minimum ! Cela s'oppose à la dictature des actionnaires, à l'exploitation qui abaisse les «coûts», en diminuant les salaires. Ces revendications sont celles des besoins ouvriers, elles s'opposent à la guerre économique des «maîtres du monde».

L'embauche des précaires, c'est la lutte pour un contrat unique, le CDI, contre toute forme de précarité. C'est le rejet de la flexibilité que veulent imposer tous les gouvernements capitalistes.

La retraite à 55 ans avec embauche de jeunes et la diminution des cadences, c'est le refus de l'usure du travail à la chaîne, de la pénibilité croissante du travail, des maladies professionnelles. C'est le refus de voir la vie détruite physiquement par le travail. C'est la volonté de partager le travail, d'offrir un avenir à la jeunesse.

Ces revendications s'affirment, sans compromission, pour la défense des intérêts de tous les travailleurs exploités ! Elles unissent les fixes et les précaires, les anciens et les jeunes. Elles s'opposent à toutes les politiques de droite, comme de «gauche», qui veulent imposer la réduction des salaires, l'augmentation du temps de travail et de la précarité. Elles s'opposent à la logique capitaliste d'exploitation maximum de la force de travail. Les grévistes n'attendent pas la réalisation des «belles promesses» présidentielles.

GRÈVE MENÉE DÉMOCRATIQUEMENT : Un comité de grève élu d'une centaine de membres, des assemblées générales quotidiennes qui décident du mouvement gréviste, de ses actions.

Un «journal de grève» informe tous les jours grévistes et non-grévistes. Cette organisation dynamise la lutte, rend actif l'ensemble des grévistes et permet de dépasser le clivage syndicaux – quatre syndicats participent pleinement à la grève : CGT (majoritaire), puis SUD, CFDT et UNSA. Bien que minoritaire (plus de cinq cents en grève complète), la grève est fortement soutenue par une majorité de travailleurs de l'entreprise (les 700 intérimaires, et les autres) – soutien qui s'est manifesté par une pétition de 1250 signatures et de collectes de solidarité. En face, un patronat de combat, répressif, ayant mis en place un syndicat puissant à sa botte, le SIA, minoritaire aux élections du personnel dans le collège ouvrier-employé, mais dominant au Comité d'Entreprise.

Voilà pourquoi cette grève est si populaire ! Chacune, chacun d'entre nous se retrouve dans cette lutte : 100 000 euros de soutien ont été collectés en 5 semaines !

UN MOUVEMENT PROFOND QUI VIENT DE LOIN... En 2005, éclate une grève pour le paiement à 100% des jours chômés ; huit jours suffisent pour arracher la victoire. Puis se sont de nombreux débrayages et des grèves de sous-traitants (travaillant sur le site). Et, aujourd'hui, plus d'un mois de lutte, du jamais vu depuis la grande grève de 1982.

La résignation, l'individualisme des dernières années commencent à faire place à la résistance et à des luttes collectives. Commencées dans les secteurs publics ou para-publics, elles se développent dans les entreprises privées qui sont fortement restructurées par la «mondialisation» depuis près de 30 ans.

RÉPARTIR LES RICHESSES ?

Le capitalisme est en crise, et à côté d'Airbus ou d'Alcatel, c'est toute l'automobile mondiale (dont PSA bien sûr) qui est touchée par les restructurations. En cette période électorale, les «plans sociaux» devraient être au cœur des débats. Evidemment, Sarkozy ou les candidats de droite ne veulent qu'aggraver les choses. Tout comme Royal d'ailleurs, de gauche en apparence mais de droite en réalité. Et les autres ?

Marie-Georges Buffet propose plus de moyens, plus de contrôles, des réformes pour «sécuriser» le travail, mais sans toucher à l'exploitation et au capitalisme.

Tout comme José Bové d'ailleurs, qui propose de changer les choses «ici et maintenant», que c'est possible sans révolution...

Croient-ils vraiment qu'il est possible d'avoir un capitalisme à visage humain, de «bons patrons» ? On les connaît, dans la guerre économique, ils ne lâcheront jamais rien que nous ne leur imposerons dans la guerre de classe.

Arlette Laguiller affirme «qu'il faut imposer une autre répartition des bénéfices des entreprises qui profite à la collectivité, en vérifiant d'où vient et où va l'argent, qu'on peut ainsi satisfaire les revendications indispensables du monde du travail». Un peu comme Besancenot, qui résume «la richesse existe, il suffit de la répartir». Croient-ils vraiment qu'un capitalisme mieux réparti et plus égalitaire serait une libération véritable ? Croient-ils vraiment

Une résistance, une opposition de masse qui s'est manifestée par le «NON» à l'Europe capitaliste en 2005, par la rébellion des jeunes dans les quartiers ouvriers la même année et par la vaste lutte victorieuse de la jeunesse scolarisée contre le CPE en 2006. La dégradation des conditions de vie et de travail est devenue de plus en plus insupportable. Ce qui pousse à l'action et développe la conscience comme quoi on ne peut plus continuer comme avant et à une opposition anti-capitaliste croissante. Les candidats de gauche, l'ont bien compris qui font la queue pour saluer à leur manière la lutte des ouvriers de PSA... Même Ségolène Royale a fait une apparition rapide pour défendre «l'entreprise qui se porte bien et qui pourrait redistribuer plus équitablement ses bénéfices»...

... QUI EN PRÉPARE BIEN D'AUTRES !

L'offensive actuelle des ouvriers de PSA est aussi, en fait, une préparation à la nécessaire riposte qu'imposera le plan du nouveau PDG de PSA, Streiff. Car les patrons européens de l'automobile sont clairs, ils affirment «nécessaire» la réduction de 4 à 5000 emplois tous les ans pour tenir la compétitivité capitaliste en augmentant la productivité. Cela fait peur, et les patrons savent en faire un chantage pour diminuer les salaires et développer le renoncement à la lutte. La réalité des baisses des ventes en Europe et aux USA (les principaux marchés automobiles), l'annonce de plans capitalistes ne serait être niée.

S'y préparer maintenant, en conscience et en organisation, en rencontrant d'autres travailleurs de l'automobile du monde entier en est un des moyens.

SM

que même avec de «très puissante lutte sociale», dont parle Arlette, on pourrait en finir avec l'exploitation capitaliste ?

Le capitalisme, ce n'est pas seulement une mauvaise répartition. C'est un système d'exploitation qui met au premier plan la rentabilité du capital, c'est à dire le taux de profit le plus élevé possible. Ce sont les fondements même de ce monde barbare. Aller «jusqu'au bout» dans les luttes sociales serait y mettre fin, mettre l'homme au premier plan et pas la marchandise. La solidarité et le collectif et pas l'individualisme ou la concurrence. Les besoins essentiels de tous et pas le marché. La santé et l'écologie et pas les profits. Le pouvoir des travailleurs pour leur rendre toute leur dignité et pas quelques réformes politiciennes.

L'OCML VP-PARTISAN SOUTIEN LA GREVE

Nous avons interrogé un militant.

COMMENT SOUTENEZ-VOUS LA LUTTE ?

Notre présence auprès des grévistes, et dès le début de la grève, a été quotidienne. Ainsi, nous avons pu participer aux actions d'élargissement de la lutte sur les autres sites de PSA. Nous avons très rapidement popularisé la lutte sur les entreprises et quartiers. Dans un second temps, nous avons publié un appel national au soutien financier.

QU'AVEZ-VOUS APPRIS ? Beaucoup sur les conditions de travail, les bas salaires pratiqués à Aulnay et sur la justesse des revendications avancées. Nous avons discuté de l'avenir des ouvriers, de leurs intérêts de classe et des nouveaux plans de restructuration de la direction alors que les patrons font de fabuleux profits. En fait, les capitalistes font d'énorme profit parce qu'ils restructurent sans cesse, parce qu'ils accentuent sans cesse l'exploitation. Ils sont «riches de notre pauvreté», dirions-nous.

QUEL ÉTAIT LE SENS DE VOS INTERVENTIONS ?

La solidarité entre travailleurs. Solidarité indispensable quand on lutte contre un trust international comme PSA. Des travailleurs de Daimler Chrysler ont organisé des pétitions et des collectes à Stuttgart (Allemagne) dans la perspective de venir rencontrer les grévistes le 1er avril. (voir ci-contre)

RENCONTRE DU 1^{ER} AVRIL FRATERNELLE ET FESTIVE

Une délégation d'Allemagne d'une quinzaine d'ouvriers avec familles et amis est venue rencontrer, à la Bourse du travail de Saint-Ouen, les ouvriers de PSA-Citroën. Le lendemain, une délégation est allée s'entretenir avec les grévistes devant l'usine d'Aulnay.

Lors de la rencontre à la Bourse, il y a eu une présentation des deux usines à travers deux diaporamas. Puis le débat s'est développé sur les situations ouvrières dans les deux pays, sur les différences, comme sur les convergences. Par exemple, beaucoup en France ignorent que le droit de grève est très limité en Allemagne, que de nombreuses grèves aujourd'hui sont donc illégales...

Mais le temps était trop court et le programme bien riche. C'est en chansons, avec le chanteur Boudji, et tout en grignotant, que nous avons prolongé les discussions. Puis la journée s'est clôturée par une bonne soupe offerte par «La chorba pour tous».

«J'ai encore beaucoup de questions, se plaint une allemande. Mais vous viendrez nous voir lors du Conseil international des ouvriers de l'automobile, n'est-ce pas ?» Oui, c'est promis ! Plusieurs noms s'inscrivent, sur les listes, pour venir à Stuttgart en mai prochain.

CONSEIL INTERNATIONAL DES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE À STUTTGART EN ALLEMAGNE 17-20 MAI 2007

Comment vit un ouvrier de l'automobile en Allemagne, aux Etats Unis, en Indes... ? Quelles sont leurs luttes, leurs défaites et leurs succès ? Quels espoirs ont-ils pour l'avenir ? Quelle alternative au capitalisme de plus en plus féroce ? Les travailleurs de l'automobile de 15 pays débattront de leurs préoccupations et de leurs résistances aux restructurations, à la précarité et aux réductions de salaires...

Les entreprises sont internationales, les attaques des patrons aussi. Que les ouvriers de chaque pays luttent de façon isolée – cela ne peut plus durer ! Tissons des liens ! Pour que nos luttes se renforcent dans le monde entier !

AU PROGRAMME : RENCONTRES-DÉBATS-FÊTE

Contact et informations par le journal : 06 32 02 68 20. www.automobilarbeiterratschlag.com

ACHETER RÉGULIÈREMENT
Partisan
EN KIOSQUE OU EN LIBRAIRIE C'EST BIEN.

S'ABONNER À Partisan C'EST MIEUX !



RÉPRESSION

« Nous sommes entrés dans une époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs. Cette guerre contraint la bourgeoisie à remettre en cause tous les acquis sociaux, à baisser le coût de leur force de travail (droit à la santé, niveau de revenu, retraite), à accroître la précarité, à réduire les prestations-chômage. Cette guerre la contraint à engager restructurations sur restructurations. Au plan international, on constate une instabilité croissante et des guerres d'agressions de police impérialiste. Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la «paix sociale» et brisent les anciennes alliances de classe que la bourgeoisie avait mises en place pour maintenir son pouvoir. Elles brisent aussi les illusions sur la possibilité de concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs. À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son Etat.

Extrait de notre manifeste :
«De la résistance à la contre-offensive»

À COMMANDER À NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE
Manifeste
DE LA
RÉSISTANCE À LA CONTRE-OFFENSIVE

2 euros

Une brochure Partisan 2 euros

Prise de position

Voici une déclaration de l'Association Générale des Etudiants de Nanterre (AGEN) et du Comité d'aide aux Prisonniers du (nouveau) Parti Communiste Italien (CAP-n)PCI-Paris

« La France sécuritaire : aimez-la ou combattez-la ! »

Avec les élections présidentielles, le théâtre de la politique bourgeoise s'anime. Dans cette tragi-comédie, les amis deviennent ennemis pour leurrer la galerie, en l'occurrence, les masses populaires. Le programme commun de la droite et de la gauche bourgeoise (idéologie sécuritaire, destruction des conquêtes sociales et guerres contre les peuples opprimés) se démultiplie en programmes «différents» et «antagonistes». Le Pen représente la version la plus violente de ce programme commun et il a une influence sur tous les autres protagonistes. N'oublions pas que certaines idées nauséabondes véhiculées par l'extrême droite française ont trouvé une réalisation pratique dans les politiques des gouvernements de gauche et de droite (contre les sans-papiers, les quartiers populaires, la diabolisation des immigrés arabes ou noirs)... Ce qu'on appelle la lepénisation des esprits est la partie immergée du renforcement de l'appareil répressif d'Etat. A

travers les lois sécuritaires (de Jospin à Sarkozy) la criminalisation des luttes sociales (dockers, SNCM, la révolte des quartiers populaires et le mouvement dit anti-CPE) et la vengeance d'Etat contre les prisonniers révolutionnaires (20 ans pour Action Directe, 23 ans pour George Ibrahim Abdallah) la classe dominante cherche à briser tous les mouvements de révolte. Sa devise est «attaquer un pour terroriser cent». Dans cette logique notre solidarité doit aller à ceux qui luttent et qui sont ciblés par la répression. Nous soutenons la création d'un front unique contre la répression pour dépasser l'émiettement des luttes. Plusieurs luttes se développent actuellement et doivent se rejoindre. Deux exemples : Naïma, exécuté deux ans de l'université de Nanterre pour ses engagements militants avec l'Association Générale des Etudiants de Nanterre (AGEN). Syndicaliste de combat, Naïma est passée devant le conseil de discipline à la demande de la direction de la fac et elle a

été condamnée à deux ans d'exclusion sur la base d'un dossier vide (*) ... Angelo d'Arcangeli, étudiant italien inscrit à Paris 8 est menacé d'extradition vers l'Italie avec ses deux camarades Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel. Le motif : leur engagement au sein du (nouveau) Parti Communiste Italien. (Lire sur cette page «Ce n'est pas un procès équitable»)
Voir la déclaration complète sur le site de l'AGEN (www.agen-nanterre.net). Lire également une longue interview de Naïma sur : <http://vp-partisan.org>
* Infos complètes sur le site : www.agen-nanterre.net

Déclaration

Procès contre les militants du (n)PCI, les 4, 5 et 6 avril, tribunal correctionnel de Paris. Extraits de la déclaration.

« Ce n'est pas un procès équitable ! »

Les Autorités françaises nous ont soumis de juin 2003 en mai 2006 à une procédure pour «association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme»... Il s'agissait d'une procédure frauduleuse. Les «indices d'activité terroriste» dont les Autorités françaises disposaient étaient la détention de faux papiers et la parole des Autorités italiennes... Après trois ans de procédure pour terrorisme, quand les Autorités italiennes ont été prêtes à prendre le relais, les Autorités françaises ont reconnu qu'elles ne disposaient d'aucun indice d'activité terroriste et elles cherchent à se débarrasser le plus vite possible de nous : c'est-à-dire nous condamner à la détention que nous avons déjà faite en préventive en s'appuyant sur la fabrication et la détention de faux papiers et nous livrer aux Autorités italiennes... A partir du mois de mai 2006 les Autorités françaises ont rejeté toutes les demandes que nous avons déposées. Elles ont déqualifié l'accusation en « association de malfaiteurs en vue de fabriquer habituellement et détenir

des faux papiers » et elles nous ont renvoyés à la Chambre 16/2 du Tribunal Correctionnel de Paris Celle-ci a collaboré en fixant de manière exceptionnellement rapide les audiences du procès au 1er décembre 2006 et aux 17, 18, 19 janvier 2007. Lors de l'audience de fixation, la Cour n'a pas entendu raison (engagements des avocats, convocation de témoins). Elle a tout simplement confirmé les dates des 17, 18 et 19 janvier. Selon la Cour, il n'y avait pas d'autres dates possibles avant six mois et, à son avis, elle ne pouvait pas attendre six mois pour statuer sur une affaire qui pourtant avait traîné trois ans et demi ! Nous avions demandé le renvoi du procès et l'Aide Juridictionnelle pour convoquer des témoins français et italiens. Treize témoins étaient requis par nous pour : -1. démontrer l'état de nécessité qui nous a obligés à employer des faux papiers. - 2. démontrer que nous avions bien expliqué notre état de nécessité aux Autorités françaises au tout début de notre interpellation, le 23 juin 2003. -3. éclaircir la Cour sur les activités illégales et secrètes du «Groupe franco-italien sur les menaces graves».

La Cour a commencé le procès le 17 janvier 2007, sans avocats ni témoins. L'audience a tourné vite au bazar. Mme le Président de la Chambre 16/2, Mme Beauguin, a du renvoyer le procès. Elle a aussitôt fixé, toute seule, de nouvelles dates : 4, 5 et 6 avril 2007... A notre avis, il est donc clair à toute personne honnête que les conditions d'un procès équitable, conforme à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et de l'article 668 et suivants du Code de procédure pénale française, ne sont pas réunies. Par cette déclaration, nous demandons à toutes les personnes et organisations solidaires ou tout simplement soucieuses du respect des droits démocratiques, de manifester publiquement leur volonté que les Autorités françaises nous accordent les conditions d'un procès équitable. Pour s'associer à cette demande écrivez à l'adresse courriel suivante : cap-npci-paris@voila.fr ou postale : CAP(n)PCI, BP3 - 4, rue Lénine, 93451 Elle St. Denis
Déclaration complète sur le site : <http://cap-npci.avidspace.com>



BATTISTI DOIT ETRE LIBERE !

Pourquoi un tel acharnement, tant de ressources et de forces déployées par les Autorités françaises et italiennes dans la chasse à Battisti ? Au même titre que l'acharnement farouche contre les prisonniers d'Action Directe. Est-ce que ces Autorités-là emploient autant de ressources et de forces pour prévenir les «patrons voyous» ? Pour prévenir les suicides sur le lieu de travail, les fraudes contre les travailleurs, les désastres écologiques ? Les délits reprochés à Battisti par l'Etat italien remontent à plus de 25 ans. Battisti osait alors s'insurger contre l'oppression et l'exploitation subit par les travailleurs et le peuple italien, avec l'intention de créer un ordre social plus juste. L'interpellation de Battisti au Brésil est avant tout une opération démonstrative des capitalistes et de leurs Etats à l'encontre de tous ceux qui ne tolèrent pas l'ordre social qui nous écrase : contre les chômeurs, contre les squatters, contre les grévistes, contre les étudiants, contre ceux qui organisent la résistance à la destruction des acquis sociaux. Les vrais terroristes sont ceux qui empoisonnent la vie des masses populaires ! C'est la bourgeoisie impérialiste qui partout dans le monde massacre les populations !
Un lecteur

ACTION DIRECTE 20 ANS DE TROP 20 ANS BASTA !

Dans le cadre de la campagne nationale pour la libération immédiate des prisonnier-ere-s d'Action Directe, jeudi 29 mars, une importante délégation s'est présentée au ministère de la justice pour y remettre une pétition. Sur l'initiative de «Défense Active, Libérez-les ! Ne Laissons pas Faire» Et d'autres collectifs de province, cette pétition a recueilli 6 500 signatures. A Theure où la justice allemande libère Brigitte Mohnhaupt, militante de la RAF (Fraction Armée Rouge), qui a purgé la peine incompressible à laquelle elle avait été condamnée. A Theure où Filipe Bidart, militant basque, vient d'obtenir sa liberté conditionnelle, les militants d'AD sont encore incarcérés, alors qu'ils ont eux aussi accompli depuis au moins deux ans la peine de sûreté attachée à leurs condamnations. Le 2 avril le tribunal d'application des peines spécial de Paris statuera sur une nouvelle demande de libération conditionnelle déposée par Nathalie Ménigon. Si cette demande n'est pas satisfaite alors que son dossier satisfait toutes les exigences d'une décision positive, cela démontrera encore une fois l'acharnement et le traitement d'exception que subissent ces militants.
Alexandra

«Beaucoup d'immigrés craignent que leur situation se dégrade encore», voilà ce que nous disait un camarade malien, participant à notre deuxième débat sur l'immigration. En février nous avions rendu compte du premier, et comme des questions restaient en suspens, nous nous sommes revus. Pour lancer le débat, deux reportages télévisés ont permis d'actualiser les propos de Sarkozy, et de nous rappeler les pratiques du Parti socialiste au pouvoir dans les années 1980.

IMMIGRATION, INTÉGRATION LIBRE CIRCULATION

L'INTÉGRATION, QU'EST CE QUE C'EST ? Sarkozy cherche à opposer les immigrés «intégrés et en règle» et ceux qu'il appelle «clandestins et indésirables», qu'il pourchasse et expulse. Ce discours est parfois repris au sein même de l'immigration. Il manipule l'opinion par des propos provocateurs sur «ceux qui égorgent le mouton dans la baignoire». Il joue sur les préjugés et le mépris des cultures différentes pour exciter la division entre français et immigrés. Le débat est vif sur ce sujet : Une employée de service nous parle les discussions qu'elle a eu à la cantine avec des collègues au lendemain du passage de Le Pen à la télé. La parenté d'idées avec Sarkozy est évidente. Leur mise en application se traduit par les contrôles brutaux dans les cafés où les jeunes sont humiliés. C'est la chasse au faciès. Les immigrés, en règle ou pas, subissent ainsi la traque des clandestins qui se traduit par des rafles de plus en plus fréquentes.

Sarkozy a dit à la télé vouloir favoriser l'intégration des immigrés en règle. Quel mensonge ! Des demandes de naturalisation restent sans réponse de la part de l'Etat. Le regroupement familial est de plus en plus difficile. Sans compter les exigences relatives à la taille du logement pour accueillir la famille. Une camarade maghrébine, qui vit ici depuis toujours, se demande ce que veut dire «intégration». Elle rappelle les humiliations subies au commissariat par les candidats à la nationalité française et l'obligation de choisir un prénom différent, les tests de langue. Une lycéenne d'origine portugaise confirme que c'était la même chose pour les Portugais il y a quelques années. Cela permet de relativiser le discours sur les différences de civilisation qui rendraient les musulmans non intégrables.

Conclusions de ce premier échange : L'opposition entre «intégrés» et «non intégrés» permet de rendre les «clandestins» bouc émissaire de toutes les difficultés actuelles. On évite ainsi de dénoncer

les responsabilités des patrons et des gouvernements de nos pays. Enfin, l'intégration c'est la volonté nette d'effacer les souvenirs d'une origine, d'une histoire, et d'uniformiser tout le monde dans le cadre de la nation. Une manière de faire oublier leur passé aux immigrés de longue date !

QUE FERAIT LE PS DEMAIN ? Souvenons-nous de ce qu'il a fait. La moitié seulement des immigrés sans papiers présents a été régularisée en 1981. Et après les odieux charters de Pasqua en 86, Chevenement n'a pas fait mieux par la suite avec ses lois de régularisation sélective.

Les propositions du PS sont dans le prolongement des propos de Rocard en 1989 sur « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». C'est donc la logique du cas par cas. Ségolène Royal confirme cette orientation. Ce qui réduit l'impact de sa promesse de rétablir la carte de 10 ans. Elle parle de «régionalisation de la question de l'immigration» et de «co-développement».

Mais, l'immigration reste traitée selon les bassins de la France, des «bassins d'emplois» (régionalisation du traitement). Proposition de recruter essentiellement des saisonniers qui feront le va et vient... mais avec quel type de vie personnelle possible, puisqu'ils n'auront pas «vocation à s'installer» ? On connaît bien, de plus, les terribles conditions du travail saisonnier, horaires à rallonge, paies minimes et conditions de travail très dures.

Alors, rien de neuf sous le soleil ! Depuis la mise en place du CESEDA et l'instauration de l'immigration jetable, la fin du contrat de travail marque la fin du droit au séjour. Il n'est pas question, dans les propositions de Ségolène Royal, de revenir sur cette législation réactionnaire et répressive. Pas question non plus de régulariser tous les



sans papiers. Quant au co-développement, cela reste un slogan car le maintien de rapports d'échange inégal entre pays du Nord et pays du Sud enlève tout crédit à une mise en œuvre réelle.

On peut dire en conclusion que, pour les immigrés, ce sera toujours la possibilité pour les patrons de faire tomber le coût du travail par manque de droits, l'inégalité de droits qui divise français et immigrés, et au sein même de l'immigration ; l'utilisation des immigrés comme cobayes afin de faire régresser les de tous les travailleurs par la suite.

LA «LIBRE CIRCULATION», UN DANGER ? Sur le plan économique, la main d'œuvre immigrée est un bénéfice pour les pays qui l'emploient. Par exemple, les Etat-Unis où l'apport important de migrants a bénéficié à l'économie, ou celui de l'Espagne. D'ailleurs, les immigrés arrivent déjà adultes, donc éduqués et formés, prêts à travailler sans avoir rien coûté...

AGIR POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Ne soyons pas en retard sur les bourgeoisie de nos différents pays qui passent entre eux des accords. Leurs politiques sont de plus en plus concertées au niveau européen. Il y a aussi des accords entre la France et certains pays comme le Sénégal, le Maroc, la Libye, pour contrôler l'immigration. Récemment, les gouvernements de ces pays se sont engagés à contrôler sur place les candidats à l'émigration. Ils ont ouvert des camps de rétention sur leur territoire... C'est en quelque sorte une «externalisation» du sale boulot de répression de l'immigration.

Notre organisation dénonce ce que fait l'Etat au nom de la France : soutien à des régimes dictatoriaux, impunité des groupes multinationaux comme Total et autres compagnies qui exploitent sans scrupule les pays d'émigration. Nous refusons de soutenir les coalitions impérialistes intervenant au nom de la paix (Liban) pour garantir un certain ordre international...mais aussi nous estimons indispensable d'agir pratiquement.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE UNE TRADITION POUR NOTRE ORGANISATION

A la fin des années 80, le soutien concret par les ouvriers d'Alstom, à l'appel de travailleurs d'Afrique du Sud qui réclamaient le boycott des transformateurs pour la centrale nucléaire de Koeberg, à l'époque de l'apartheid.

La participation aux collectifs de sans papiers où nous nous battons pour la régularisation de tous, méfiants envers les parainages individuels au cas par cas.

Des initiatives de rencontre solidaire entre travailleurs de foyers et d'usine, dans une démarche d'entraide solidaire.

Des rencontres internationalistes de défense de l'emploi, comme avec le GDE avant la fermeture d'Alstom Saint-Ouen ayant donné lieu à une intervention de camarades allemands et espagnols.

Un travail associé de militants de Partisan avec nos amis maliens qui contribuent à développer une école au pays largement financée par les cotisations des migrants, prouvant que la volonté de développement se trouve là et non dans les déclarations d'intention des candidats.

La réunion se conclut sur deux initiatives :

- Faire circuler la pétition de soutien à Khadija, membre de l'Apeis, réprimée pour avoir soutenu des sans papiers en train d'être brutalement expulsés.

- Inviter à une rencontre internationaliste avec des syndicalistes allemands qui seront à Paris les premiers jours d'avril.



L'IMMIGRATION : UNE SOURCE DE LA CROISSANCE CAPITALISTE

De 1995 à 2005, l'Espagne est le pays d'Union européenne à avoir reçu le plus grand nombre d'étrangers (3,5 millions en provenance principalement d'Amérique latine, du Maroc, et d'Europe de l'Est). Par comparaison l'Allemagne en a accueilli 2,22, l'Italie 1,90, le Royaume-Uni 1,27, et la France 0,62.

La Caixa de Catalunya, une grande banque catalane, a, en août 2006, diffusé une étude consacrée à l'impact démographique sur la croissance en Espagne et en Europe. Celle-ci montre que l'immigration est un des moteurs de la croissance soutenue dont bénéficie l'Espagne depuis des années (3,6 % en moyenne annuelle depuis 1955). Sans l'arrivée massive des immigrants, le niveau de vie aurait au cours de la dernière décennie, baissé de 0,6 % au lieu de croître de 2,6 %.

L'étude montre les facteurs de ce dynamisme : des salaires plus bas que les nationaux,

des travailleurs directement productifs et jeunes, qui consomment moins de dépenses de santé, qui versent 7,4 % des cotisations de retraite, mais ne représentent que 0,5 % des versements. (Selon *Problèmes économiques* de janvier 2007)

Par contre, cela coûte aux immigrants. Un camarade malien évoque son périple : du Mali en Côte d'Ivoire, puis en Belgique, avec l'obligation d'effectuer des boulots très durs et très mal payés parce que la liberté de circulation n'existe pas...avant d'arriver en France pour y travailler dans le bâtiment. Un jeune ouvrier remarque que dans le bâtiment, ce sont les immigrés qui font les boulots les plus durs, ainsi que dans d'autres secteurs où l'on ne trouve peu de travailleurs français.

Un camarade dit que pour les patrons, ce n'est pas la question de la nationalité qui est posée lorsqu'ils embauchent, mais bien celle des conditions de travail à faire accepter, et

du salaire bas, y compris pour un travail très dur. En fait, c'est une question de classe.

En matière d'emploi et de logement, ce que l'on constate, aujourd'hui, c'est que le nombre de travailleurs pauvres augmente en France, et que la crise du logement concerne beaucoup de monde. Que, français ou immigrés, il n'y en a pas assez. Pourtant le travail continue à produire de la richesse : mais qui décide de ce à quoi elle est utilisée ?

Le problème est donc ailleurs que dans la menace de l'immigration qui est agitée. Mais pour éviter que nous combattons ensemble, la bourgeoisie tente de nous diviser, de nous dresser les uns contre les autres. Quant à l'hypothèse de fermeture des frontières, qu'est ce que cela donnerait ? Les capitaux continueraient à délocaliser, car pour eux, pas de frontières !

Un camarade ouvrier souligne, que pour éviter un accroissement de la concurrence

entre travailleurs, il faut un ensemble de droits pour accompagner la revendication de libre circulation : salaire égal, droit au logement, accès aux soins, éducation. Une camarade de VP confirme que nous sommes bien d'accord, mais qu'actuellement, nous ne sommes pas en position de le décider, de construire des logements ou accorder des droits. Nous pouvons seulement nous unir pour les obtenir. C'est donc de là qu'il faut partir pour défendre nos positions. Car, si l'on n'adopte pas le mot d'ordre de libre circulation, on en vient aux critères, et là, quels critères allons-nous défendre ? Il n'y a pas de critère «juste». Il n'y a pas de mise en œuvre de critères sans répression ! Il faut construire un front unitaire de défense de l'égalité de tous les droits entre français et immigrés.

Page réalisée par une correspondante VP du 93

FACE AUX ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS D'AIRBUS ORGANISONS L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

Déclaration commune du Parti Marxiste-Léniniste d'Allemagne (MLPD) et de l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste -Voie Proletarienne (OCML-VP)

Face au plan de liquidation de plus de 10 000 emplois à Airbus (4700 en France, 3700 en Allemagne, 1600 en Angleterre et 400 en Espagne), des dizaines de milliers de travailleurs de l'aéronautique sont entrés en lutte en France comme en Allemagne, à Varel, Saint-Nazaire, Nordenham, Toulouse, Méaulte et Laupheim, ainsi que sur les sites de Grande Bretagne et d'Espagne. Soutenons leur lutte et leur mobilisation !

LE PLAN «POWER 8»: MAXIMISER LES PROFITS ET L'EXPLOITATION. Les bénéfices sont énormes : 2,85 Milliard d'Euros pour 2005 (+17 %). Mais au 1er mars 2007, la Direction d'Airbus prévoyait d'augmenter les cadences en ramenant la durée du travail dans les usines en France à 40 heures. Le carnet de commandes est rempli pour les 5 prochaines années.

Voici comment Louis Gallois, PDG d'Airbus justifiait le plan «Power 8»: «renforcer notre position dans le secteur de la construction aéronautique et nous imposer».

«Power 8» c'est la guerre économique que se mènent les capitalistes et qu'ils veulent nous faire payer ! C'est le plan des capitalistes pour maximiser les profits, accroître l'exploitation et assurer leur domination.

FACE AUX CAPITALISTES, IL NOUS FAUT CONSTRUIRE LE CAMP DES EXPLOITÉS, LE CAMP OUVRIER. Les répercussions du «Plan Power 8» seront beaucoup plus importantes que les 10 000 suppressions d'emploi annoncées d'ici 2010.

Il est prévu que 5000 ouvriers intérimaires perdront leur travail. Pas de licenciements secs ? Mensonge ! A travers le diktat envers les fournisseurs, parmi lesquels beaucoup dépendent jusqu'à 80% d'Airbus et par l'externalisation de secteurs entiers,



Lutter oui, mais contre quoi ?

des centaines de travailleurs supplémentaires sont concernés directement. Divisions et conflits sont semés entre les sites européens. Ne nous laissons pas diviser ! Tous les travailleurs sont concernés !

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE DES ETATS FRANÇAIS ET/OU ALLEMAND. Certains voudraient nous faire croire qu'une augmentation de l'actionnariat public ou qu'une nationalisation d'Airbus pour-

rait protéger les travailleurs des conséquences de la guerre économique. Mais l'Etat n'est pas au service des travailleurs d'Airbus, ni des autres exploités ! Au lieu de concurrence nationale et de défense du site : Serrons les rangs de façon solidaire dans la lutte commune avec les équipes d'Airbus allemandes, anglaises et espagnoles contre «Power 8». Tendons la main aussi aux équipes de Boeing.

Les prolétaires ne peuvent compter sur

des gouvernements anti-populaires qui ne font qu'aggraver les conditions d'exploitation : en Allemagne, les lois Hartz IV contre les chômeurs et les retraites ; en France le Contrat Nouvelle Embauche, prélude à la casse globale des droits collectifs des travailleurs avec les projets de Sécurité Sociale Professionnelle défendus par tous les partis du capital monopoliste, que ce soit de droite ou de gauche.

A Bas «Power 8» ! Zéro licenciement ! Solidarité avec les travailleurs d'EADS et de l'Aéronautique en lutte ! Pour le droit de grève intégral, universel et légal en Allemagne ! PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

www.mlpd.de Lisez le journal Rothe Fahne : www.rf-news.de
http://vp-partisan.org Lisez le journal Partisan

CONSTRUIRE L'UNITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ! Dans toute l'Europe, comme à EADS/Airbus, les travailleurs font face aux mêmes problèmes : profits et exploitation toujours plus grands et en même temps destructions d'emplois. La grève européenne des travailleurs d'EADS/ Airbus en surmontant les divisions nationales entretenues par nos bourgeoisies est un exemple encourageant. Elles montrent que face à la construction d'un impérialisme européen dont EADS est un pilier, les travailleurs doivent et peuvent s'organiser sur des bases internationalistes. Cette solidarité par delà les frontières est l'une des conditions d'une riposte ouvrière coordonnée à toutes les attaques du capital.

Organisons sur tous les sites d'EADS/ Airbus Europe, dans nos syndicats, dans nos entreprises, dans nos quartiers, des Collectifs de Solidarité ensemble avec les travailleurs de l'Aéronautique, avec leurs familles et leurs amis.

Airbus montre l'incapacité du système capitaliste à développer, pour le bien de tous, la productivité des travailleurs et les richesses qu'ils créent. Au contraire, les richesses immenses mènent, sous le règne du profit, aux guerres et à la destruction de l'environnement. C'est la base même de la vie qui est en question.

Nos organisations politiques, le MLPD en Allemagne et l'OCML-Voie Proletarienne en France, luttent dans une perspective révolutionnaire internationaliste, pour le socialisme et le pouvoir ouvrier.

Népal

REPORTAGE (2)

Un lecteur, qui vient de passer 6 mois dans les zones révolutionnaires du Népal, nous a fait parvenir un reportage qu'il a réalisé. Au fil de trois articles seront développées les raisons pour lesquelles cette révolution est en passe de devenir une réussite. Voici le deuxième volet de ce reportage.

Distribution des terres à Katmandou

Au Népal, 10% des plus riches possèdent 65% des terres alors que 65% des plus pauvres n'ont que 10% des terres. 8% de la population est sans terres dans un pays dans lequel environ 90% de la population base ses revenus sur l'agriculture. Analysant ces contradictions, le Parti communiste népalais-maoïste (PCN-M) a mené durant onze années une Guerre Populaire redessinant le visage politique du pays tout entier. Contrôlant 80% du territoire les guérillera(o)s sont sortis de la jungle après le mouvement populaire d'avril 2006 (Jana Aandolan II) qui a mené à l'éviction de la monarchie, la mise en place d'une constitution intérimaire ainsi qu'un parlement et gouvernement intérimaire auxquels les rebelles maoïstes ont décidé de prendre part. La tenue d'une assemblée constituante pourrait bien les voir arriver

au pouvoir. Leur lutte est caractérisée par la mise en pratique de l'idéologie.

Ainsi, au sein même du bastion royaliste que constitue Katmandou, ils mettent en œuvre leur politique de distribution des terres. Ayant eu vent de cette nouvelle, je me suis donc rendu sur place.

Mahan Thebe, coordinateur du comité de distribution des terres (comité spécialement formé par le parti pour la réalisation de cette tâche) m'accorde un peu de son temps pour m'expliquer de quoi il s'agit.

«Nous travaillons afin de redistribuer des terres à ceux qui en ont besoin. Il y a 30 ans, le gouvernement avait promis de distribuer des terres mais les gens attendent toujours leur reçu. Il y a plus de 2 millions de personnes sans terres au Népal. Le terrain que nous distribuons ne suffira que pour 2600 personnes sur les 7300 qui en ont fait la demande. Nous travaillons actuellement à la recherche d'autres terres inutilisées pour les distribuer. Ceci n'est qu'une action locale

Lorsque nous serons au pouvoir, nous pourrions agir globalement et régler le problème de la distribution des terres au Népal.»

Il estime à 10 000 le nombre de personnes qui réclameront un bout de terrain lors de cette initiative. Parlant de son engagement dans cette lutte, il confie : «Je suis socialiste (*), travailleur social en quelque sorte. Je ne suis pas payé pour ce travail. Nous le faisons pour le peuple.»

Un local, Shree Dhan Prashad Adhikar, berger, me dira : «Ce qu'ils [les maoïstes] font est bien pour ceux qui n'ont pas de terres mais ici le nombre de personnes demandant un terrain surpasse la capacité d'accueil. Le gouvernement, à l'échelle des districts, doit faire le même travail. Au centre de Katmandou, quatre familles vivent dans une maison. Ils ont aussi besoin de terres. Depuis la paix, je suis content de ce que font les maoïstes. Une personne ne peut régler tous les problèmes, nous devons donc nous unir afin de travailler ensemble

à l'établissement de la paix. Aujourd'hui les Népalais souffrent pour leur survie (logement, nourriture, terrain). Le gouvernement doit les comprendre.»

Ces dires seront confirmés par un groupe de femmes, attendant d'être enregistrées dans le fichier des demandeurs de terres.

Manu Dholi Karki, 36 ans, mère de deux fils et une fille et Sita Mahat, 50 ans, mère de quatre filles et deux fils racontent : «Nous sommes venues pour avoir un terrain.

Le gouvernement a beaucoup de terrain, les riches aussi. Les pauvres sont nombreux. A cause du gouvernement, nos enfants partent à l'étranger pour avoir un mauvais travail. Que faire au Népal ? Il n'y a pas de travail et le gouvernement ne fait rien. Nous devons prendre nos droits par nous mêmes. Personne ne nous les donnera.»

Autour d'un thé, elles me parleront des difficultés des familles nombreuses, qu'il est mieux de ne pas dépasser le nombre de 2 ou 3 enfants. Après plus de onze ans

de Guerre Populaire, la conscience sociale, culturelle et politique est élevée, y compris au sein de Katmandou où la propagande réactionnaire dominait jusqu'à peu celle des révolutionnaires.

En parallèle de cette distribution de terres, se tient la mise à jour des listes électorales. En raison de l'exode rural, beaucoup de résidents de Katmandou sont obligés de retourner dans leur village où ils sont inscrits pour voter. Les infrastructures routières étant peu développées, cela rend la tâche difficile et coûteuse à la population (parfois plusieurs jours de marche). Le PCN-M désire donc amender la Loi de Listage Electoral afin de pouvoir afin de pouvoir incorporer les travailleurs, étudiants et personnes vivant dans des locations loin de leur village.

Correspondant
(*) Socialiste au Népal n'a pas la même signification qu'en France...
2 950 000 Népalais travaillent en dehors des frontières népalaises.



Pourquoi se former ?

Un nouveau cycle de notre Ecole de Base a démarré. Cette «école» a lieu le week-end, de temps en temps, sur toute l'année. On y étudie — d'une manière concrète, et collective — le capitalisme et l'impérialisme, les classes sociales et l'exploitation, l'économie et la politique, la révolution socialiste et le parti, etc. Nous avons demandé aux camarades qui en sont responsables de nous en résumer la philosophie et les objectifs.

Le comité de rédaction

Certains peuvent être réticents à l'idée de se former, rebutés par les mauvaises expériences de l'école bourgeoise voire même de certaines organisations politiques.

Pour nous, se former, ce n'est pas seulement lire des livres ou acquérir des connaissances théoriques. Savoir ce que Marx ou Mao ont dit et fait n'est utile que si on fait le lien avec une pratique politique organisée. Mais pour avoir envie de se former, il faut avant tout en voir l'intérêt!

Pour nous, maoïstes, la formation politique est un objectif permanent. D'abord pour que les militants soient capables de s'orienter par eux-mêmes dans la lutte des classes et contribuent à enrichir la théorie marxiste. Ensuite parce que l'éducation politique du prolétariat est une des conditions du succès de tout processus révolutionnaire. Au contraire de la bourgeoisie, nous avons besoin que les travailleurs soient conscients et formés pour qu'ils soient capables de se diriger eux-mêmes!

RÉALISER L'UNITÉ DU SAVOIR ET DE L'ACTION. Chacun d'entre nous apprend dans les luttes et dans son expérience de la réalité. Mais la conscience ne vient pas toute seule... La connaissance commence avec la pratique et elle s'éleve par l'apprentissage

du marxisme qui enrichit de nouveau la pratique. «*La théorie se fonde sur la pratique et, à son tour, sert la pratique*» (Mao). Entre théorie et pratique doit se faire un aller-retour permanent. Du point de vue marxiste, la théorie est importante car elle est un guide pour l'action : «*Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire*» (Lénine)

TRANSFORMER LA RÉALITÉ. Pour transformer le monde, il faut d'abord le comprendre. Il faut saisir les contradictions et les lois du système capitaliste pour savoir comment agir pour mettre à bas tous ses fondements et édifier une société communiste. Nos deux principaux outils pour cela sont la théorie marxiste-léniniste et l'expérience du mouvement ouvrier.

Nous avons tous des idées et des conceptions, nous avons ou fausses même sans avoir jamais milité. Nous vivons dans une société de classes, où la bourgeoisie nous impose ses repères, son idéologie, contre lesquels nous devons lutter. C'est pourquoi se former c'est aussi lutter pour acquérir et construire ensemble une théorie prolétarienne au service de notre classe.

JETER LES BASES D'UN MONDE NOUVEAU. Notre projet à long terme, le communisme, et la philosophie marxiste déterminent notre action, notre façon de lutter, dès

aujourd'hui. L'éducation et la formation sont une des conditions pour que les exploités puissent réellement exercer le pouvoir, sans cela, il y aura toujours, d'un côté ceux qui décident et qui savent, et de l'autre des ouvriers et des prolétaires qui exécutent.

Former chaque militant c'est très concrètement faire de la politique autrement, lutter contre les rapports de délégation pour que chacun prenne sa juste place, participe à l'élaboration des orientations politiques. Pour que chacun devienne celui qui dirige! Apprendre c'est enfin tirer les leçons de l'histoire, faire le bilan des révolutions passées, en transmettre les acquis et comprendre leurs erreurs pour ne pas les refaire.

SE FORMER... COMMENT ? Le marxisme n'est pas un dogme, au contraire c'est une façon de penser vivante et ouverte. C'est à la fois une approche économique, politique et philosophique, qui s'enrichit sans cesse des nouvelles expériences et des luttes menées. Nous n'enseignons pas quelles sont les conceptions justes de façon absolue, mais nous donnons des éléments de connaissance pour mener l'analyse concrète des situations concrètes.

Se former à l'école du communisme c'est apprendre l'esprit critique et la coopération au lieu de la concurrence et de l'aliénation de l'école bourgeoise. On se forme toute sa vie, quel que soit notre parcours, en apprenant des autres et en apprenant aux autres.

Pour nous, maoïstes, le marxisme ne s'apprend pas d'abord dans les livres, ni tout seul, mais collectivement et en ayant une pratique politique. C'est pour notre organisation une tâche prioritaire, de même ce sera un des rôles importants du parti que nous voulons construire. Mais par-là que commence la fusion du marxisme et du mouvement ouvrier:

Militants VP

ELOGE DE L'INSTRUCTION

Bertolt Brecht

Apprends ce qui est le plus simple,
Il n'est jamais trop tard
Pour ceux dont le temps est venu !
Apprends l'ABC, cela ne suffit pas,
pourtant
Apprends-le ! Ne te laisse pas rebuter,
Comme ! Tu dois tout connaître !
Tu dois devenir celui qui dirige.
Apprends, homme à l'hospice !
Apprends, homme en prison !
Apprends, femme en ta cuisine !
Apprends, femme de soixante ans !
Tu dois devenir celle qui dirige.
Va à l'école, sans-abri !
Procure-toi le savoir, toi qui as froid !
Toi qui as faim, jette-toi sur le livre :
c'est une aune.
Tu dois devenir celui qui dirige.
N'aie pas peur de poser des questions,
Ne te fie à rien de ce qu'on te dit,
Vois par toi-même !
Ce que tu ne sais pas par toi-même,
Tu le sais pas.
Vérifie l'addition,
C'est toi qui la paies.
Rose le doigt sur chaque somme,
Demande : que vaut-elle faire ici ?
Tu dois devenir celui qui dirige.

Souriez d'un lecteur...

Défendre la langue française ?

Le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) est un groupe issu de rassemblement de la gauche révisionniste à l'intérieur du PCF, la Coordination communiste, qui a éclaté en 1999. Il s'affirme comme seul détenteur de la vérité léniniste, vitupère contre les «gauchistes» et voue aux géonies le «parti mutant» avec qui il affirme avoir rompu, mais cela ne le gêne pas d'avoir pour président d'honneur Georges Hage, doyen de l'Assemblée Nationale. En bref, un mini-PCF version Thorez.

Il y a peu, le PRCF a pondu un «Manifeste progressiste pour la défense de la langue française». Il ne s'agit pas de dénoncer les aberrations qui peuplent l'orthographe, la grammaire et la conjugaison de la langue française, l'une des moins réformées au monde, véritable outil de discrimination sociale. En réalité, c'est une toute autre chose qui préoccupe nos amis : la langue française «est de plus en plus privée des moyens nécessaires à son rayonnement international», se lamentent-ils. La première fois que j'ai eu ce manifeste sous les yeux — sur internet — j'ai eu du mal à y croire. Je connaissais déjà les penchants douteux du PRCF, mais là, c'était énorme.

Le papier commence bien : «Si incroyable que cela puisse paraître, la langue de Molière et de Racine, de Descartes et de Pascal, (...) de Proust et d'Aragon, de Jeanne d'Arc et de Louise Michel, (...) de Lavoisier et de Langevin, de Pigoet et de Lacan (...), la

langue native de la Marseillaise est menacée». Pauvre Louise Michel, la voilà couplée avec l'idole illuminée du fascisme français, qui d'ailleurs n'a jamais rien écrit ! Et tout ça par la faute de qui ? De la «France d'en haut», de «l'élite» (remarquez la finesse de l'analyse de classe) «fascinée par ce que le monde anglo-saxon a de pire», qui «méprise son peuple coupable de garder au cœur l'héritage des Lumières». Méfions-nous également des «mouvements séparatistes qui prennent prétexte de la défense des langues régionales» pour frapper la langue de Voltaire dans le dos !

Le Manifeste «s'adresse aux agriculteurs, artisans, petits commerçants et membres des professions libérales». De la défense de la langue française dépend «l'existence même de la petite et moyenne entreprise». C'est Pujade ressuscité ! Et dans sa grande mansuétude, le PRCF daigne également s'adresser «aux travailleurs immigrés qui nous font l'honneur de vivre en France, de parler français ou d'apprendre notre langue». Vous avez eu la chance de ne pas être colonisés par n'importe qui !

Que faire, alors ? C'est bien simple. Le «Collectif populaire de résistance linguistique interviendra auprès des travailleurs en lutte contre les délocalisations et les dénationalisations». Le lecteur de Partisan qui comprendra l'utilité de la démarche est prié de le faire savoir. Et plus loin : «De même, ce Collectif militera-t-il pour que la francophonie, d'outil colonial qu'elle fut (et

reste pour une part ?) [on appréciera le point d'interrogation] devienne un outil international de résistance en alliance avec tous les peuples qui veulent défendre leur langue ». Il est urgent de sauver «l'une des langues les plus reconnues au monde» ! Le texte est constellé de perles dans le même genre, d'appels à la «nation républicaine», à la «république une et indivisible», au «Front populaire»... Ils osent même en appeler à Mai 68, alors qu'à l'époque ce sont eux qui s'opposèrent le plus vigoureusement au mouvement étudiant et ouvrier ! Affligeant. On croirait entendre du Chevenement, voire du Le Pen si on veut être méchant.

Ce texte rappelle, en pire, les plus vomitives des positions chauvines et opportunistes qu'on pouvait entendre dans le PCF des années 1970. Il reflète bien l'état lamentable dans lequel se trouve aujourd'hui la vieille aristocratie ouvrière, placée jadis dans les appareils du parti et des syndicats, puis qui fut, après avoir mené à bien sa mission de dépolitisation de la classe ouvrière, larguée par le patronat. Consciente de son déclin, elle s'agitte, tente de nouer de nouvelles alliances avec des fractions de la petite-bourgeoisie laissées pour compte. A terme, elle est condamnée à rentrer dans le giron de l'extrême-droite, ou à se recycler dans la collaboration de classe «new look» réformiste Buffet-Chérèque. Ne nous faisons pas d'illusion sur son compte.

Un sympathisant VP

* www.initiative-communiste.fr

POUR EN SAVOIR +
Cahiers de philosophie, Georges Politzer, disponible à Paris, à la librairie Le Point du Jour, rue Gay-Lussac, ou sur internet ; Martha Harnecker, Concepts élémentaires du matérialisme historique, chez l'Harmattan Paris/Contradictions Bruxelles

★ AGENDA

POUR UN FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE
APPEL DE COLLECTIFS ET MILITANTS SYNDICAUX

Rencontre samedi 26 mai de 9h30 à 18h00. CICC - 31ter rue Voltaire - 75011 PARIS. Métro: Rue des Boulets. Pour les intéressés, faites-vous connaître à notre adresse postale ou sur nos courriels.

CONSEIL INTERNATIONAL DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE

Ce 5^e Conseil se tiendra à Stuttgart en Allemagne du 17 au 20 mai 2007. Pour y participer adressez-vous à notre boîte postale.

SPECTACLES :

> ELF, LA POMPE AFRIQUE. En avril, mardi 3 à Laon (02) - Maison des arts et Loisirs - 2, place Aubry. Jeudi 5, vendredi 6 et samedi 7 à Nevers (58) - Maison de la culture de Nevers et de la Nièvre, 2, Bd Pierre de Coubertin. Lundi 23 et mardi 24 à Saint-Martin-d'Hères (38) - à L'Heure Bleue Centre culturel 33 av Ambroise Croizat. Mercredi 25 avril à Villard-de-Lans (38) - à la Maison pour Tous - 30 rue du Pr. Baudoing. Vendredi 27 à Florac (48) - à la Genette Verte - 33 avenue Jean Monestier. Dimanche 29 à La Courneuve (93) - au Centre Culturel Jean Houdremont.

> SOULONI ROUGE. Une comédie musicale au fond de la mine, par le théâtre du Maquis (www.theatredumaquis.com). Vendredi 11 mai, 20h30, Espace La Traverse, tél. : 04 79 25 29 65, au Bourget du Lac. Samedi 19 mai, 20h30, Festival de Coye la Forêt, tél. : 03 44 58 52 39.

FILM

> UN MONDE MODERNE. Documentaire, 2005. Sortie DVD du film réalisé par Sabrina Malek et Arnaud Soulier, édité par Co-errances. 18 euros. Depuis quelques années, les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire ont mis en place une nouvelle organisation du travail afin de baisser les coûts de production. Il s'agit de faire massivement appel à la sous-traitance et à l'intérim. Les salariés des Chantiers nous racontent comment ils vivent cette précarité organisée. Les conséquences individuelles et collectives. Les changements dans les conditions et les rapports au travail...

PARTISAN SUR LE NET →

<http://vp-partisan.org>

PARTISAN CONTACT →

vp.partisan@caramail.com contact@vp-partisan.org
Voie Prolétarienne - BP 48 - 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Vénézuela (1)

Ils sont nombreux aujourd'hui, ceux qui voient dans la politique du président vénézuélien Chavez, la « révolution bolivarienne », une expérience nouvelle de construction du socialisme. Nous proposons aux lecteurs de Partisan, une série de trois articles, pour essayer de mieux appréhender le contenu de classe de cette expérience. Ce premier article traite des bases idéologiques de la révolution bolivarienne.

Chavez et la révolution du 21^e siècle

En Amérique Latine, le rôle de l'armée dans la vie politique a toujours été primordial. Des dictatures militaires alliées à l'impérialisme nord-américain ont écrasé le mouvement ouvrier et paysan dans de nombreux pays : au Chili, en Argentine, en Uruguay, au Brésil...

années 70 et 80, il a participé à des regroupements de jeunes officiers et des secteurs de la gauche vénézuélienne. Mais son influence majeure l'a puisée dans les idées de Norberto Ceresole un argentin qui prône un régime fort et autoritaire et « post-démocratique » – selon ses termes – fondé sur une pyramide caudillo-armée-peuple dans les années 90. De 1998 à 2002, la politique de Chavez sera marquée par cette influence, mais à partir d'avril 2002, Chavez fait siennes les idées du « socialisme du XXI^e siècle ».



CHAVEZ ET LE CAUDILLISME DE GAUCHE.

Mais il y a eu aussi dans le passé des situations qui ont conduit l'armée à prendre des mesures politiques anti-oligarchiques voire anti-impérialistes. Les régimes de Velasco au Pérou ou d'Óvando en Bolivie, au milieu des années 60 ont été en contradiction avec les intérêts de l'impérialisme nord-américain, mais dans le but de renforcer ou de créer une bourgeoisie nationale et non de porter la classe ouvrière et la paysannerie pauvre au pouvoir. Ces courants politiques sont appelés caudillisme de gauche (de caudillo : chef de la junte militaire) ou réformisme militaire. Ils sont l'expression politique d'une partie de la petite bourgeoisie lésée par le système de domination impérialiste et qui essaie de s'élever au rang de bourgeoisie nationale contre la bourgeoisie compradore, qui tire son pouvoir de ses liens privilégiés avec l'impérialisme dominant.

De ce point de vue, Chavez et l'expérience bolivarienne au Venezuela ne constituent donc pas une nouveauté. Chavez est un militaire issu de la petite bourgeoisie provinciale, discriminé parce que « zambo » c'est-à-dire typé afro-indien, rejeté par l'oligarchie et ayant subi l'influence du milieu communiste de sa province de Barinas. Dans les

LE «SOCIALISME DU XXI^e SIÈCLE».

La source idéologique de ce «socialisme»-là est le théoricien allemand vivant au Mexique Heinz Dieterich. Cette théorie s'appelle aussi «l'arbre des trois racines» : 1) racine bolivarienne, égalité et liberté, vision géopolitique d'intégration de l'Amérique Latine; 2) racine de l'histoire dirigeant paysan Ezequiel Zamora, peuple souverain, civisme et unité civico-militaire; 3) racine éducative de Simon Rodríguez, théoricien de l'éducation populaire.

Cette théorie entend dépasser le marxisme et ce qu'elle juge être les «échecs du socialisme du XX^e siècle», en rejetant les notions de parti dirigeant et de dictature de la classe prolétarienne. Ainsi, dans son discours du 15 décembre 2006, Chavez tente de donner une définition de ce «socialisme du XXI^e siècle» :

«Ce ne sera pas le modèle soviétique victime de la déviation stalinienne, mais un socialisme indigène, un socialisme construit à partir de la base, un socialisme résultat d'un processus concret de tous les jours, un socialisme chrétien.»

Heinz Dieterich lui donne le contenu d'un socialisme pragmatique, construisant, à côté du système capitaliste en place, des zones socialistes où les échanges se feront uniquement en fonction de la valeur d'usage et non pas en fonction de la valeur d'échange fixée par le marché. On voit bien ici dans cette tentative de définition que la «construction du socialisme» au Venezuela n'entend pas toucher aux bases de l'économie capitaliste ni porter au pouvoir la classe ouvrière et ses alliés, paysannerie pauvre et petite bourgeoisie dans ce qu'il conviendrait alors de nommer une révolution nationale démocratique. Le «socialisme du XXI^e siècle» est en deçà des expériences nationales démocratiques en Chine, au Vietnam ou à Cuba.

Heinz Dieterich encore lui, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme : *«le socialisme c'est une économie de marché orientée et dynamisée, jadis par l'Etat corporatiste, et aujourd'hui par un Etat bien plus démocratique, une économie sociale de marché fondée sur la substitution des importations...»*

LE RAPPORT À L'ANTI-IMPÉRIALISME.

Les déclarations tonitruantes et spectaculaires de Chavez contre l'impérialisme nord-américain, depuis le Venezuela ou bien à la tribune de l'ONU, ont retenu l'attention de tous. Chavez est devenu ainsi un symbole de résistance anti-impérialiste pour beaucoup de peuples opprimés en ridiculisant Bush et son nouvel ordre mondial. On notera cependant qu'il se fait beaucoup plus discret dans la critique des impérialismes européens et asiatiques par exemple, dans leur pillage de l'Afrique et dans les guerres néo-coloniales de la France en Afrique de l'ouest. L'anti-impérialisme de

Chavez se réduit à l'administration Bush et à ses alliés indéfectibles comme Israël. Ce qui est positif mais pas suffisant de notre point de vue, mais révèle aussi que les deux axes de critiques bolivariennes de la politique impérialiste nord-américaine ont comme base la rivalité économique et la tentative d'une partie de la petite bourgeoisie vénézuélienne de prendre sa place comme bourgeoisie nationale sur le marché des hydrocarbures.

Le premier axe est la lutte contre l'influence de l'impérialisme nord-américain sur les Etats d'Amérique Latine. A ce titre, le Venezuela est le porte-drapeau de ce que l'on appelle l'intégration latino-américaine, le projet des pères des indépendances de créer une zone déléguée de la toute puissance coloniale et de la dépendance économique nord-américaine. L'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) est ainsi conçue comme un projet économique et politique concurrent de la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) promue par l'administration Bush. Elle est la volonté de sortir de la dépendance mais dans le cadre d'une économie de marché. Or, Chavez peine à convaincre les gouvernements argentin et brésilien sans qui l'ALBA serait réduite à peu de chagrin. Il s'agit donc de se rendre populaire auprès des peuples des autres pays de l'Amérique Latine avec une surenchère anti-yankee pour que ces peuples fassent pression sur leurs gouvernements d'accepter d'intégrer l'ALBA, dont le Venezuela serait le fer de lance, arme pétrolière oblige. On voit ici que l'anti-impérialisme sympathique de Chavez est mû par des intérêts propres à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie nationale vénézuéliennes.

D'ailleurs, l'autre axe des critiques anti-impérialistes de Chavez se concentre sur le Proche et le Moyen-Orient, dont on sait bien que la politique de l'administration Bush y est définie par l'intérêt pétrolier. Les prises de positions de Chavez contre la guerre en Irak, au Liban, en défense des Palestiniens l'ont rendu populaire dans cette partie du monde, mais surtout lui ont permis de se rapprocher de l'Iran, autre grand producteur de pétrole et obstacle à la politique nord-américaine de prise de contrôle total des ressources. Ce n'est pas un hasard si Chavez et Ahmadinejad ont une vision com-

mune dans l'OLPEP, ni s'ils ont récemment créé à Caracas un «fonds conjoint pour aider les pays en développement cherchant à se débarrasser du joug impérialiste.»

Il s'agit d'opposer à la toute puissance nord-américaine un autre pôle économique, multipolaire mais dans l'intérêt au final des bourgeoisies de ces deux pays riches en pétrole qui ne manqueront pas de faire de cette arme la base de leur domination.

CUBA ET FIDEL.

Fidel Castro répète à qui veut bien le croire que Chavez serait une sorte de fils spirituel, le continuateur de son œuvre. Chavez a des liens forts avec Cuba, et des liens personnels avec Fidel, mais en aucun cas il n'entend imiter le régime cubain des années soviétiques. A la rigueur, les premières années du régime cubain lui servent-elles de référence pour apprendre comment une petite bourgeoisie à visées sociales a pu prendre le pouvoir sans peine en armes, sans parti communiste sous direction de la classe ouvrière, uniquement en se basant sur le discrédit de la dictature et de l'oligarchie de Batista.

En fait, loin d'une cubanisation du Venezuela, on pourrait presque parler d'une vénézuélisation de Cuba. Politiquement, Chavez est une garantie de stabilité et une espèce de modèle vers un capitalisme d'Etat pour Raul Castro et la nomenklatura militaire cubaine. Economiquement, le Venezuela est un ballon d'oxygène inespéré pour Cuba maintenant que le social-impérialisme soviétique n'est plus. Enfin, il ne faut pas oublier les visées du

Venezuela comme nouveau leader de l'Amérique Latine avec ou sans le parrainage complaisant de Fidel Castro. Le Venezuela, même à conditions avantageuses, ne fait pas cadeau de son pétrole à Cuba, et La Havane signe des reconnaissances de dette qui pourraient avoir des conséquences à plus ou moins long terme.

Chavez s'est mis à l'école de Cuba sur la question du pouvoir d'Etat, comprenant que le danger pouvait venir d'une radicalisation de certains secteurs ouvriers et des masses populaires pauvres qui pourraient demander des réformes plus radicales dans l'économie, la société et l'Etat. C'est pourquoi il a lancé récemment un grand débat autour du parti unique qui devrait unifier les différents partis de sa coalition (dont le PC Vénézuélien) et diriger la «révolution socialiste». Ce parti unique dont le nom de Parti Socialiste Unifié du Venezuela a été proposé par Chavez lui-même, aura comme fonction le contrôle de l'Etat et des décisions politiques. Il privera les ouvriers, les paysans pauvres et les masses populaires du pouvoir de diriger eux-mêmes la société, d'exercer ce pouvoir en tout, ce que nous, marxistes-léninistes, appelons le socialisme.

Nous montrerons les avancées et les limites des réalisations sociales de Chavez dans notre prochain article ainsi que le rapport aux masses populaires vénézuéliennes en mouvement.

Un sympathisant VP



Sommaire 212

ÉDITO : LA CLASSE OUVRIÈRE EST AU CENTRE DE LA VIE POLITIQUE	2
SÉGOLÈNE ROYAL : UNE FEMME OUI, MAIS UNE BOURGEOISE	3
ÉLECTIONS : QU'EST-CE QU'ON FAIT ?	4
COMMUNE DE PARIS : ÉLUS RESPONSABLES ET RÉVOQUABLES	5
DROIT DE GRÈVE : ATTAQUES EN PERSPECTIVE...	6
LA GRÈVE À PSA-CITROËN	7
(M)PCI - BATTISTI - ACTION DIRECTE - FRANCE SÉCURITAIRE	8
DÉBAT : IMMIGRATION, INTÉGRATION, LIBRE CIRCULATION	9
AIRBUS : DÉCLARATION / NÉPAL, REPORTAGE (2)	10
CULTURE ET AGENDA	11

Parution du numéro 213 vers le 10 mai. Date limite pour envoyer vos articles : 29 avril